

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

© THENATION.COM • LA TRIBUNE DE GENÈVE • LE TEMPS



États-Unis : des élections en temps de crise

- **Socialisme ou barbarie**
- **États-Unis-Chine : une pression accrue**
- **Menaces de guerre**
- **Élections en Côte d'Ivoire**
- **Grande-Bretagne : fiasco sanitaire et régression sociale**
- **La chasse et les chasseurs**





Au sommaire de ce numéro

Aujourd'hui comme hier, socialisme ou barbarie	1
États-Unis: des élections en temps de crise	4
États-Unis-Chine: l'impérialisme américain accroît sa pression	11
Crise économique et menaces de guerre	17
Côte d'Ivoire: un tract de l'UATCI à propos des élections	23
Grande-Bretagne: fiasco sanitaire et régression sociale	25
La chasse, son business, les chasseurs et leur défense de la nature	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
 Site multilingue de l'Union communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
 E-mail: contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Aujourd'hui comme hier, socialisme ou barbarie

L'assassinat d'un enseignant par un jeune fanatisé, inspiré par un courant fasciste qui se revendique de l'islam, est une abjection.

Tous ceux qui se revendiquent de la classe ouvrière et de l'émancipation sociale dont elle est porteuse doivent combattre autant ce courant d'extrême droite qui cherche à mettre sous sa coupe les musulmans, ou ceux qu'il considère comme tels, que l'extrême droite fasciste de l'autre bord, qui s'attaque aux mosquées et aux immigrés.

Ils doivent les combattre non seulement pour défendre la liberté d'expression, mais aussi avec la conscience que ces deux courants s'alimentent mutuellement. Tous les deux ont pour but d'imposer leur pouvoir, l'un sur ce qu'il considère comme sa communauté, l'autre, si les circonstances le lui permettent, à l'échelle du pays. Il faut les combattre, non pas au nom de la république, ou de la démocratie, ou même de la liberté d'expression, mais avec la claire conscience que le pouvoir que ces courants veulent créer est dictatorial. Sa fonction sera de sauvegarder l'ordre social basé sur l'exploitation, à des moments critiques, lorsque les formes « républicaines » ou « démocratiques » de la dictature du capital se révéleront incapables de le faire.

Avant même que ces courants atteignent leur objectif pour enrôler des troupes, cha-



Samuel Paty, le professeur assassiné le 16 octobre.

cun dans son camp, ils divisent le mouvement ouvrier, dressent les travailleurs les uns contre les autres. Avant même que leur mainmise sur l'appareil d'État devienne un fait, elle s'exerce sur les consciences.

Le capitalisme sénile en crise fait surgir ou ressurgir de ses entrailles d'innombrables problèmes dans différents endroits du monde. Aux États-Unis, le mouvement de protestation des Noirs contre les violences policières a vu apparaître au grand jour des milices suprémacistes. Ce capitalisme en putréfaction a fait ressurgir le Ku Klux Klan et multiplié les courants conspirationnistes, variante moderne du foisonnement de courants mystiques au Moyen Âge face à la pandémie de peste. Et pourtant, les idées obscurantistes que ces courants reprennent

à leur compte ne sont pas une survivance du Moyen Âge.

Ce n'est pas le passé qui se saisit du présent. C'est le produit d'une société qui a été capable d'envoyer des hommes sur la Lune, mais qui est incapable de dominer sa vie économique et sociale. Il y a presque un siècle que Trotsky avait relevé l'anachronisme entre des idées et des institutions de l'Église catholique et le fait que les paroles du pape puissent être transmises à Lourdes par les ondes radio : *« Et que peut-il y avoir de plus absurde et de plus repoussant que cette combinaison de l'orgueilleuse technique avec la sorcellerie du super-druide de Rome ! En vérité la pensée humaine est embourbée dans ses propres excréments. »* (Journal d'Exil).

Le capitalisme agonise. Il menace d'entraîner la société humaine avec lui. Il ne disparaîtra pourtant pas tout seul. Il ne disparaîtra que lorsque le prolétariat prendra conscience du rôle essentiel qu'il a à assumer dans la transformation sociale.

Tous ceux qui prétendent réagir à la barbarie qui monte dans la vie sociale en mettant en avant la république, la démocratie, la laïcité, contribuent à dissimuler la réalité d'une société de classes, féroce en permanence dans les pays les plus



Des djihadistes aux miliciens des États-Unis, un même goût pour la pose en armes et demain pour les parades fascistes.



pauvres, mais qui devient de plus en plus féroce aussi dans la partie riche, impérialiste. Le pire régime du 20^e siècle n'était pas une des innombrables dictatures des pays pauvres : c'était l'Allemagne de Hitler, le pays d'Europe le plus riche et avec un plus haut niveau de culture et d'éducation.

La crise économique qui perdure et s'aggrave se traduit déjà par l'accroissement de la pauvreté, même dans les pays les plus riches. Après avoir engendré sidération, inquiétude, angoisse dans toutes les classes ou couches sociales qui en sont victimes, elle engendrera la colère. L'instabilité économique engendrera inévitablement l'instabilité sociale. Si la bourgeoisie impérialiste sent une menace contre l'ordre social qu'elle domine, et à plus forte raison contre son pouvoir, elle se battra bec et ongles pour les préserver. Elle s'emparera de n'importe quel instrument politique que la situation et le développement de la lutte des classes lui offriront.

Tous les courants politiques qui aspirent au pouvoir dans le cadre du capitalisme agonisant

posent leur candidature au rôle d'hommes de main de la bourgeoisie. Dans les pays impérialistes, c'est l'extrême droite qui, tout en faisant pour le moment des efforts pour s'intégrer dans le jeu parlementaire de la démocratie bourgeoise, abrite et couvre des courants fascistes. Dans les pays pauvres, c'est le fanatisme religieux qui peut se revendiquer de l'islam, du bouddhisme, de l'ethnisme.

LA CRISE ET SES MENACES

La crise entraînera de plus en plus de changements dans les rapports sociaux. Tout d'abord, entre la grande bourgeoisie dominante et la classe ouvrière. La façade pseudo-démocratique des pays impérialistes, incapables de faire face à la crise, craque de toutes parts. L'évolution à la fois autoritaire et conservatrice se dessine déjà derrière la forme démocratique que continuent de revêtir les pays impérialistes.

Aux États-Unis, Trump n'est pas seulement un incident dans l'évolution politique de la principale puissance impéria-

liste. Qu'il soit réélu ou pas, les troupes qui le soutiennent, qui se reconnaissent en lui, seront toujours là. En resteront-elles au soutien électoral? L'avenir et l'évolution de la crise le diront. L'envolée de la vente d'armes, de l'ordre de 20%, paraît-il, n'est pas anecdotique. Ces troupes pèseront sur la situation politique, avec leurs préjugés crasses, associés à leur aspiration au rôle de «parti de l'ordre».

Ici même, en France, la crise sanitaire et les mesures gouvernementales pour la combattre sont un moyen d'embrigader la population pour l'habituer à obéir. La pandémie et les moyens employés pour la freiner ne servent pas seulement à dissimuler les responsabilités passées et présentes de l'État dans l'insuffisance criminelle des moyens matériels et humains de l'hôpital public. Ils sont utilisés pour préparer un avenir plus autoritaire. Par un tout autre cheminement, plus ouvertement politique, les mesures prises au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste vont dans le même sens. Aussi éloignées qu'elles soient l'une

de l'autre, la crise sanitaire et la réaction gouvernementale au terrorisme ont en commun d'être utilisées pour susciter «l'unanimité nationale», avec une connotation autoritaire.

On ne peut même pas dire que c'est une évolution vers la droite car, de Le Pen à Mélenchon, les discours des politiciens se ressemblent de plus en plus.

La crise changera aussi le rapport de force entre les différentes couches ou catégories sociales victimes du capitalisme.

Il ne faut pas surestimer les réactions de cette frange de la petite bourgeoisie, propriétaires de bars, restaurants, salles de sport ou de spectacles, etc., qui proteste bruyamment contre des mesures qui touchent ses revenus et qu'elle considère comme injustes à son égard. Mais il ne faut pas non plus négliger l'avertissement que cela représente pour le futur. Même les catégories petites-bourgeoises qui se font le plus entendre en ce moment n'en sont pas à se battre, loin

de là. Mais elles pourraient se mettre en mouvement bien avant que la classe ouvrière ne le fasse avec ses moyens.

L'avenir dépend dans une large mesure de la capacité de la classe ouvrière à réagir, à se mobiliser et à combattre le capitalisme avec ses armes et ses perspectives de classe. Mais tout dépend de la politique ou de la perspective au nom de laquelle le prolétariat se mobilise. C'est là où le rôle du courant communiste révolutionnaire peut être déterminant. Aussi minoritaire qu'il soit aujourd'hui, lui seul défend la perspective qui peut représenter un avenir pour la société: le renversement du pouvoir économique et étatique de la bourgeoisie.

Il est vital que ces idées soient présentes dans la classe ouvrière. Il est vital qu'elles ne soient pas perverties, compromises, par les courants majoritaires dont les uns défendent ouvertement le capitalisme et les autres ne le combattent pas. À un certain niveau de la lutte

des classes, ces deux courants confluent.

Alors, il faut que tous ceux qui se revendiquent du courant communiste révolutionnaire soient fiers de leurs idées, fiers de représenter la conscience de la classe ouvrière et s'accrochent à leurs activités. D'autant et plus encore par les temps difficiles qui attendent la classe ouvrière. La bourgeoisie continuera à l'attaquer d'autant plus fort qu'elle tardera à réagir. Les temps seront difficiles si la réaction vient principalement voire uniquement de la petite bourgeoisie. Car, sans que l'histoire se répète à l'identique, la bourgeoisie peut se servir d'elle pour défendre le système capitaliste, y compris en s'appuyant sur des couches sociales qui en sont victimes.

Il faut garder le drapeau communiste et surtout les perspectives qu'il représente, car c'est la seule alternative au recul vers la barbarie dans laquelle le capitalisme entraîne le genre humain.

21 octobre 2020



Des manifestants marchent à Paris contre la réforme des retraites, le 10 décembre 2019.



États-Unis: des élections en temps de crise

À l'heure où nous écrivons, deux semaines avant le scrutin du 3 novembre, il nous est impossible de prévoir le résultat de l'élection présidentielle américaine. D'autant que la bataille électorale pour occuper la Maison-Blanche de 2021 à 2024, faisant rage entre le président sortant, Donald Trump, qui porte les couleurs du Parti républicain, et l'ancien vice-président démocrate, Joe Biden, se joue avant tout dans quelques États-clés.

UN SYSTÈME ÉLECTORAL BIEN PEU DÉMOCRATIQUE

En effet, dans ce pays, ce ne sont pas les plus de 250 millions d'électeurs potentiels qui choisissent le président, mais un collège électoral de 538 grands électeurs. Ils sont désignés par le vote populaire selon des règles particulières à chaque État, qui presque partout attribuent la totalité des grands électeurs de l'État au parti qui remporte la majorité simple lors du scrutin.

C'est ainsi qu'en 2016, alors que la participation était seulement de 55 % de la population en âge de voter, Trump, avec 63 millions de voix, a été battu lors du vote populaire par la démocrate Hillary Clinton qui en a obtenu 65,9 millions. Et pourtant 56,5 % des grands électeurs ont désigné Trump vainqueur.

Les partis démocrate et républicain mettent donc l'essentiel de leurs forces dans moins d'une dizaine d'États considérés comme indécis, où les électeurs sont soumis à un bombardement de publicités politiques à coups de centaines de millions de dollars.

De plus, les autorités de cer-

tains États ou comtés, généralement dirigés par le Parti républicain, s'ingénient à mettre des obstacles à l'exercice effectif du droit de vote des couches les plus pauvres de la population. En 2018, l'État de Géorgie a essayé de procéder à une révision de ses listes électorales pour en retirer 330 000 personnes.

La possibilité de voter en avance, ouverte deux mois avant le jour du scrutin, peut être limitée, comme au Texas où le gouverneur vient de décréter qu'un seul lieu par comté serait ouvert au dépôt des enveloppes électorales. Il suffit aussi d'un nombre de bureaux de vote réduit dans certains quar-

tiers et localités pour que la file d'attente qui se forme le jour du vote soit dissuasive.

En Floride, un État-clé, d'anciens détenus ne peuvent récupérer le droit de voter qu'à condition qu'ils aient payé l'intégralité des dommages, intérêts et frais de justice auxquels ils ont été condamnés. Or le système judiciaire condamne des pans entiers de la jeunesse noire et pauvre, parfois pour des motifs qui ne conduisent presque jamais les membres des classes aisées en prison. Les anciens prisonniers sont bien souvent incapables de payer ces sommes. Ils sont traités comme les ouvriers anglais et français



Donald Trump et Joe Biden, deux paravents de la dictature du capital.

du 19^e siècle mis à l'écart des élections par le suffrage censitaire. Toutefois une campagne spécifique de levée de fonds, essentiellement démocrate, devrait permettre à certains de payer ces sommes et donc de voter à l'élection présidentielle.

La législation fédérale de 1965 a eu beau lever les obstacles légaux au droit de vote des Noirs alors en révolte, certaines dispositions actuelles ressemblent à des tentatives de restaurer la ségrégation électorale.

LA COUR SUPRÊME ET LE DROIT À L'AVORTEMENT

Le récent décès de Ruth Bader Ginsburg, juge de la Cour suprême, souvent minoritaire face à ses collègues réactionnaires, permet à Trump et à la majorité républicaine actuelle au Sénat de nommer sa remplaçante à vie. Cela semble augmenter l'enjeu des élections de novembre, qui renouvellent aussi un tiers du Sénat, ainsi que la Chambre des représentants, onze sièges de gouverneurs d'État et de nombreux autres postes électifs, des shérifs aux responsables scolaires ou judiciaires.

Il se trouve que c'est la troi-

sième juge à la Cour suprême, sur neuf, qui décède pendant les quatre ans de la présidence de Trump. Il a donc déjà nommé deux juges très conservateurs et vient d'en désigner une troisième de la même eau, qui sera très certainement confirmée dans ses fonctions avant qu'éventuellement un nouveau président et une nouvelle majorité au Sénat n'entrent en fonction en janvier prochain.

L'élection de novembre est présentée, par les deux camps opposés qui veulent ainsi mobiliser leur électorat respectif, ainsi que par la plupart des commentateurs, comme la plus importante de l'histoire des États-Unis. Parfois avec une nuance : la plus importante après celle de Lincoln en 1859, qui avait été le détonateur d'une sécession et d'une guerre civile très meurtrière. Aux yeux de ceux qui ne voient la politique qu'au travers des institutions et ignorent que ce sont les masses qui font l'histoire, et de ceux qui, dans le monde, pensent que la politique internationale des États-Unis dépend de la personnalité qui occupe la Maison-Blanche, cela peut sembler vraisemblable. Mais ils se trompent.

Même si la Cour suprême a de larges attributions – comme

arbitrer les recours en cas de contestation électorale, ce qui avait beaucoup aidé le républicain George W. Bush à devenir président en 2000 – elle peut être, comme le reste de l'appareil d'État, soumise à la pression d'un mouvement de masse. C'est ainsi qu'une majorité de juges conservateurs, nommés par des présidents républicains, avaient tout de même légalisé l'avortement en 1973 devant l'ampleur du mouvement féministe.

Mais le mouvement féministe a décliné depuis, et sur la question de l'avortement ce sont les courants réactionnaires qui sont à l'offensive depuis bien des années aux États-Unis. Ces derniers temps, plusieurs États dominés par les républicains ont mis de sérieuses barrières au droit effectif d'avorter.

L'inquiétude de nombre de femmes et de partisans du droit des femmes à disposer de leur corps est grande. Mais croire, comme le Parti démocrate le prétend, qu'il faut d'abord en passer par l'élection d'un président et d'un Sénat démocrates pour nommer des juges progressistes et faire ainsi basculer la Cour suprême – mais au bout de combien de dizaines d'années puisque les juges sont nommés à vie? – est un



Ruth Bader Ginsburg en 1973, quand elle soutenait la lutte des femmes pour l'avortement libre et le droit de choisir.

piège électoral. Les droits des femmes, comme ceux des Noirs, ont été obtenus par les mobilisations de larges couches de la population, auxquelles la justice et le pouvoir politique ont été obligés de faire droit quand ils ne pouvaient plus agir autrement.

TRUMP : DÉMAGOGIE TOUS AZIMUTS

En apparence, il n'y a pas deux hommes politiques aux styles plus dissemblables que Donald Trump et Joe Biden.

On ne présente plus Trump, homme d'affaires qui s'est lancé en politique en 2015 et occupe la Maison-Blanche depuis janvier 2017. À l'époque il avait dû remporter la primaire républicaine contre des rivaux tout aussi réactionnaires, mais n'allant pas autant à fond que lui dans la démagogie sécuritaire, raciste et sexiste qui semble plaire à une grande partie de l'électorat républicain. Cette année, le président sortant se représentant, il n'y a eu pas de primaire interne au Parti républicain, presque entièrement rangé derrière Trump. C'est ainsi que fin août, à la veille de sa convention, le Parti républicain s'est aperçu qu'il n'avait pas actualisé son programme depuis 2016, essentiellement basé sur la critique de la présidence d'Obama. Trump a balayé ce détail d'un revers de la main en déclarant qu'il était lui-même le programme républicain, ce qui a le mérite de ne pas être hypocrite...

L'élection de cette année, corsetée comme il se doit dans un duel institutionnalisé entre les deux partis bourgeois qui alternent au pouvoir depuis plus d'un siècle et demi, est en effet une sorte de référendum sur la présidence Trump. Il serait fastidieux de revenir ici sur cette présidence marquée par nombre de volte-face, scan-

dales, mensonges grotesques, outrances et grossièretés.

Il faut toutefois noter qu'une partie de la base électorale de Trump, encore aujourd'hui, est constituée de travailleurs peut-être sensibles aux préjugés racistes, mais aussi écœurés par la prétention du Parti démocrate à parler au nom des classes populaires tout en menant au pouvoir la politique de la bourgeoisie. Ces travailleurs prêtent l'oreille au nationalisme tapageur d'un démagogue qui prétend sauver des emplois et relocaliser la production aux États-Unis en dressant des barrières douanières, alors que l'économie américaine a grandi en s'internationalisant tout au long de sa domination mondiale amorcée il y a plus d'un siècle.

Ce piège fonctionne d'autant plus que le thème de la stigmatisation de l'étranger – hier le Japon, aujourd'hui la Chine, le Mexique, et même le Canada – comme l'ennemi de l'emploi américain, dédouanant ainsi la grande bourgeoisie, a été largement déployé par les appareils syndicaux depuis longtemps, ainsi que par des courants politiques se situant à la gauche du Parti démocrate comme celui autour de Bernie Sanders.

Évidemment la politique réellement menée par le gouvernement de Trump est totalement en faveur du grand patronat, des banques et des géants de l'Internet. Pour ne prendre qu'un exemple, la réforme fiscale de 2017 a baissé le taux officiel de l'impôt fédéral sur les bénéfices des entreprises de 35 % à 21 %.

Pendant qu'il joue la division de la classe ouvrière à coups de clins d'œil racistes, Trump flatte les préjugés sociaux de la petite bourgeoisie en prétendant être l'incarnation et le défenseur du « rêve américain », un mythe sur la liberté d'entreprendre et de devenir riche. Trump prétend être un entrepreneur à succès, ce que dément visiblement son dossier fiscal qui laisse apparaître pas mal de pertes lui permettant de payer dix fois moins d'impôts fédéraux qu'un instituteur ou qu'une infirmière.

En réalité la petite bourgeoisie ne trouve pas son compte dans la politique de Trump : ce sont les plus grandes entreprises qui sont aidées par l'État américain à passer le cap de l'aggravation brutale de la crise cette année, pas les plus petites. Mais cette petite bourgeoisie, nombreuse dans ce pays riche,



JOSE SANCHEZ/AP/SHUTTERSTOCK

Derrière le mythe du «rêve américain» : le nombre de chômeurs a explosé.

est la cible électorale des diatribes présidentielles récurrentes sur le socialisme supposé de Joe Biden et du Parti démocrate.

BIDEN : UN AUTRE STYLE AU SERVICE DE LA MÊME CLASSE

Pourtant Biden, qui joue sur ses origines modestes comparées à la fortune de Trump, n'a rien du gauchiste qu'essaye de dépeindre son adversaire.

Il a été sénateur de 1973 à 2009. Dans les années 1970, il s'est opposé au busing, c'est-à-dire au fait que des enfants noirs puissent aller en bus dans des écoles essentiellement blanches, où l'éducation était de meilleure qualité que dans celles de leurs quartiers défavorisés.

Biden peut bien avoir pris comme candidate à la vice-présidence Kamala Harris, une sénatrice noire, cela ne peut pas faire oublier que dans les années 1990 il a été un des promoteurs du durcissement judiciaire et de l'allongement des peines de prison, qui ont mené tant de jeunes Noirs derrière les barreaux.

Puis, en tant que vice-président d'Obama de 2009 à 2017, il a géré les conséquences de la crise de 2008 au mieux des intérêts des grandes firmes capitalistes, au moment où tant de travailleurs perdaient leur emploi et leur maison. Biden a partagé la responsabilité d'une politique qui a tellement déçu qu'un Trump a pu surgir et s'emparer de la présidence.

Biden en est conscient et fait des efforts pour promettre une vie meilleure aux travailleurs s'il parvient à remplacer Trump à Washington. Mais il ne faut pas gratter beaucoup pour que Biden montre qu'il est beaucoup plus sensible aux pressions réactionnaires qu'à celle exercée par l'aile gauche des

démocrates. Lors du premier débat télévisé, fin septembre, lors d'un des rares moments politiques de cette foire d'empoigne, Biden a tenu à réagir car Trump l'accusait d'être un jouet dans les mains de l'extrême gauche : « *J'ai battu [Bernie Sanders] à plate couture* », lors des primaires. Ajoutant, dans une symétrie presque parfaite avec l'identification de Trump au Parti républicain : « *Je suis le Parti démocrate en ce moment. La plateforme du Parti démocrate est ce que j'ai en fait approuvé.* » Dans ce même débat, Biden a tenu aussi à prendre ses distances avec le discours écologiste de la gauche démocrate qui met en avant un Green New Deal, programme pourtant bien loin d'être révolutionnaire puisqu'il s'agit de promouvoir des investissements publics pour faire émerger un capitalisme vert.

Le fait est que le cœur du programme économique de Biden est : « *Achetez américain. Fabriquez américain avec des emplois américains.* » Ce qui le situe sur le même terrain que le « *Rendre sa grandeur à l'Amérique* » de Trump.

Car si Trump et Biden ont incontestablement un style différent, s'adressant chacun à un électorat assez différent, ce sont tous les deux des hommes de la bourgeoisie. Trump est un grand bourgeois lui-même. Biden a derrière lui près d'un demi-siècle d'une carrière politique au service du capital.

La bourgeoisie américaine ne s'y trompe pas. Elle finance aussi bien les républicains que les démocrates. Et largement. À ce jour, le budget des deux candidats à l'élection présidentielle est déjà de 3,16 milliards de dollars. Si on rajoute les budgets cumulés de toutes les autres campagnes électorales qui se déroulent en ce moment, allant de l'élection des shérifs à celle des sénateurs et des gouverneurs, on atteint 7,2 milliards,

somme dépassant déjà le précédent record des élections de 2016. Il est possible que d'ici le 3 novembre l'ensemble des dépenses de campagne dépasse 10 milliards...

D'où vient cet argent ? À peine plus d'un cinquième vient de petits donateurs qui ont fait des dons de moins de 200 dollars (environ 170 euros). Le reste est financé par la bourgeoisie, grande et petite. Surtout grande : millionnaires et milliardaires sont les véritables arbitres des élections. Ce sont les seuls vraiment intéressés aux résultats. Un appui financier aux élus leur assure une proximité avec tous les niveaux de l'appareil d'État.

LA CRISE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE

Depuis le début de l'année le pays est plongé dans la crise sanitaire mondiale du Covid-19. Comme sur n'importe quel autre enjeu, Trump a dit et tweeté tout et son contraire à ce sujet. Sa seule ligne politique a été de dire le contraire des démocrates sur la pandémie, donc de mobiliser son électorat en minimisant le danger. Ainsi l'État fédéral n'a pas eu de politique sanitaire à l'échelle du pays, laissant à chaque gouverneur d'État le soin de prendre des décisions... ou pas.

Le bilan est effroyable : plus de 210 000 décès à ce jour. Ce taux est de 64 décès pour 100 000 habitants, supérieur au taux observé en France de 48 pour 100 000. Ce sont, à classes d'âge comparables, les habitants des quartiers pauvres, les Noirs, les immigrés, en fait les travailleurs qui payent le plus lourd tribut à cette hécatombe.

Les incertitudes qu'a fait peser l'épidémie, quand elle s'est répandue hors de Chine au premier trimestre 2020, ont servi de déclencheur à une brusque aggravation de la crise éco-



Un hôpital new-yorkais à l'heure de la lutte contre le Covid-19.

nomique larvée qui couvait sous les indices flatteurs de la Bourse de Wall Street.

Fin mars, dans l'élan d'une rare quasi-unanimité, Trump, la majorité républicaine et la minorité démocrate du Sénat, ainsi que la majorité démocrate et la minorité républicaine de la Chambre des représentants, ont adopté des mesures (Cares Act) destinées à sauver le château de cartes qu'est l'économie capitaliste. Elles se sont alors chiffrées officiellement à 2 000 milliards de dollars, soit 2,5 fois plus qu'il y a douze ans quand la bulle spéculative des subprimes a éclaté. En réalité toutes les mesures d'aide à la bourgeoisie se montent au moins à 3 000 milliards et, peut-être le double.

Cela peut paraître étrange qu'au pays du libéralisme économique, avec un Parti républicain au pouvoir qui a fait de la diminution de l'intervention de l'État dans l'économie un de ses axes politiques depuis longtemps, on assiste à un interventionnisme débridé. Ce n'est un paradoxe qu'en apparence car le capitalisme avançant en putréfaction, hoquetant de crise en crise, n'a jamais autant eu besoin partout de la béquille étatique. La bourgeoisie amé-

ricaine est subventionnée, depuis longtemps et de plus en plus. Les pertes de son économie sont socialisées et se reportent sur les services utiles à la population (santé, éducation, etc.) qui sont sacrifiés. Mais les profits restent privés et aboutissent sur les comptes des grands bourgeois.

Ce plan a aussi alloué une somme forfaitaire de 1200 dollars en une fois, soit un tout petit peu plus de 1 000 euros, par personne gagnant moins de 75 000 dollars annuellement, les couples touchant une somme double, plus 500 dollars par enfant. Les dizaines de millions de travailleurs privés subitement de leur emploi en ont eu bien besoin.

Très rapidement le nombre de nouvelles inscriptions pour bénéficiaire des allocations chômage est monté à 30 millions fin avril. Toutefois des millions d'autres travailleurs n'ont pas pu s'inscrire car le système était engorgé; tandis que d'autres, ne remplissant pas les conditions pour être indemnisés, ne se sont même pas inscrits¹.

Le taux de chômage officiel est ainsi passé de 4 % d'une population active d'environ 160 millions de personnes à

15 % en quelques semaines. Puis il est redescendu à 8 % aujourd'hui. Mais les licenciements continuent: par exemple Disney se débarrasse en ce moment de 28 000 salariés dans ses parcs d'attractions américains.

Le montant et la durée des allocations chômage varient selon les États. En début d'année ils étaient en moyenne de 378 dollars par semaine pour un maximum de 26 semaines. Le Cares Act a étendu cette durée de 13 semaines et a augmenté leur montant de 600 dollars par semaine. C'est l'aveu que les allocations chômage habituelles ne permettent pas de vivre dignement. Cette mesure fédérale exceptionnelle n'a concerné qu'une période de quatre mois, d'avril à juillet 2020. Depuis, le coup de pouce a été réduit à 400 dollars par semaine, dont 100 sont financés par les États uniquement s'ils le souhaitent.

Tout cela n'a pas empêché que dès le printemps de nombreuses familles de travailleurs, incapables de rembourser leur emprunt immobilier ou de payer leur loyer, se retrouvent menacées d'être expulsées de leur logement, rappelant les conséquences dramatiques de la précédente crise aigüe du capitalisme en 2007-2008.

Des queues interminables se sont formées pour l'aide alimentaire, 38 millions de personnes s'en retrouvant dépendantes.

DES TENSIONS POLITIQUES BIEN AU-DELÀ DES JOUTES ÉLECTORALES

Cette crise effroyable se traduit par des tensions politiques dont la campagne électorale n'est qu'un pâle reflet.

En juin dernier, un vaste mouvement antiraciste s'est développé après le meurtre filmé

1 Sur la crise économique et sociale: « Les États-Unis, de la crise sanitaire à l'effondrement économique », *Lutte de classe*, n° 208, juin 2020.

du Noir George Floyd par un policier blanc de Minneapolis. Ce type de meurtre raciste est une réalité assez fréquente aux États-Unis. Depuis 2013, des manifestations répondent régulièrement à ces exactions policières. Mais en 2020 ce mouvement a pris une plus grande ampleur² : une quinzaine de millions de personnes ont manifesté en mai, et certains continuent quotidiennement jusqu'à présent comme à Portland, en Oregon.

Ces protestations ont donné naissance à Black Lives Matter (les vies des Noirs comptent), une mouvance bien plus qu'une organisation avec un programme bien défini. Les idées mises en avant par les manifestants sont assez diverses : il y a des démocrates qui veulent avant tout le départ de Trump, des gens qui veulent une réforme de la police ou même son abolition. Il y a même une milice noire armée qui défile de son côté. Certains parlent de révolution, mais sans contenu de classe précis.

Des millions de gens, des Noirs mais aussi des Blancs, beaucoup de jeunes, se mobilisent autour de la question raciale. Ils affrontent les polices antiémeutes, celles du gouvernement fédéral de Trump ainsi que celles des municipalités et des États, notamment ceux administrés par les démocrates.

L'EXTRÊME DROITE SE MANIFESTE

Stimulée par les sorties presque ouvertement racistes du président et sa propagande contre le socialisme supposé de ses adversaires, la mouvance d'extrême droite a démonstrativement pris la rue. Au printemps, des milices armées ont manifesté bruyamment,

jusqu'à l'intérieur de bâtiments publics, pour contester les mesures de confinement prises par des gouverneurs démocrates.

Cet été, ces milices se sont mobilisées pour faire échec au mouvement de contestation protestant contre les violences policières et les meurtres racistes. Elles bénéficient évidemment de sympathies parmi la police, voire de complicités : cela est apparu clairement le 25 août quand un milicien qui venait de tuer deux manifestants antiracistes à Kenosha, dans le Wisconsin, n'a pas été arrêté immédiatement.

Ce type de groupes armés a toujours existé. Le Ku Klux Klan et autres avatars anti-Noirs, antisémites ou fascistes ne sont pas chose nouvelle. Le dernier président démocrate était un Noir, Obama, ce qui était insupportable pour ces racistes.

Mais il y a clairement une résurgence sur fond de crise sociale et politique. Trump légitime et encourage ces groupes, laissant entendre qu'ils auront un rôle à jouer pour lui permettre de garder le pouvoir même s'il perd l'élection.

Cette mouvance peut trouver l'oreille de travailleurs qui se sont sentis trahis quand les démocrates étaient au pouvoir

en prétendant être leurs amis ; ou par les appareils syndicaux plus occupés à la conservation de leurs petits privilèges en secondant le patronat qu'à mener la classe ouvrière au combat pour défendre sa peau.

Tout comme Trump qui cherche à en faire son électorat, l'extrême droite s'acharne à détruire le reste de conscience de classe des travailleurs qui tombent sous son influence. Elle défend la propriété privée, entretenant la confusion entre la propriété des capitalistes sur les grandes entreprises, base de la domination de cette minorité sur la société, et la maison que possèdent ou rêvent de posséder bien des travailleurs. Elle prétend défendre les fruits du travail acharné de ceux qui se lèvent tôt pour gagner leur vie, contre les anarchistes, socialistes ou communistes qu'elle voit partout dans les rues et dont le but serait d'offrir les richesses à ceux qui ne travaillent pas : les Noirs qui vivent des allocations étant leur cible favorite. Mais qui ne travaille pas et profite des richesses ? Les familles bourgeoises, que ces réactionnaires ne dénoncent jamais, ou alors uniquement lorsqu'ils sont plus proches des démocrates que des républicains.



CAPTURE D'ÉCRAN

À Kenosha, dans le Wisconsin, le 25 août. Au centre, le milicien armé qui a tué deux manifestants antiracistes.

2 Sur le mouvement antiraciste : « États-Unis : un vaste mouvement contre le racisme et les violences policières », *Lutte de classe*, n° 209, juillet-août 2020.

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Ce n'est pas en rabattant les travailleurs vers l'issue électorale présentée par le Parti démocrate de Biden que la menace de l'extrême droite sera conjurée. C'est en défendant ouvertement devant les travailleurs l'idée qu'ils ont en eux-mêmes la force pour stopper

les attaques qu'ils subissent et pour contre-attaquer en disputant le contrôle de l'économie et de la société à la grande bourgeoisie.

Bien sûr il manque un parti communiste révolutionnaire pour organiser et mener ce combat à grande échelle. Il est rageant que les communistes révolutionnaires soient si peu nombreux à offrir une compré-

hension claire du rôle de l'État et une politique de classe en découlant à ceux qui se mobilisent contre les crimes racistes de la police.

La construction d'un tel parti est l'enjeu de la période. Si les élections du 3 novembre peuvent servir à quelque chose, c'est à affirmer cela.

20 octobre 2020



Les candidats du Parti de la classe ouvrière dans le Michigan.

Des candidats du Working Class Party

Dans le Maryland et dans le Michigan, des partis se fondant sur les besoins et les intérêts de la classe ouvrière sont en lice. Dans ces deux États, ils ont pris le nom de Working Class Party (Parti de la classe ouvrière). Ils affirment que les travailleurs ne sont pas représentés dans le système politique actuel et qu'ils ont besoin de leur propre parti. Ils affirment que les travailleurs n'obtiendront ce parti que s'ils luttent pour le construire. Ils affirment que les travailleurs doivent lutter contre tout ce qui nous divise, en particulier le racisme.

Voici ce qu'ils disent aux travailleurs: *« Les élections ne peuvent pas changer la situation à laquelle nous sommes confrontés, et elles ne nous permettront pas non plus de surmonter les crises dans lesquelles le capitalisme nous a plongés. Pour ce faire, nous devons nous débarrasser de la classe capitaliste qui conduit aujourd'hui la société au désastre, et lutter pour créer notre propre société. »*

Chaque vote pour le Parti de la classe ouvrière plantera un drapeau. Ce sera une façon de compter combien de travailleurs veulent leur propre parti, combien veulent que ce soit leur propre classe qui fasse l'avenir. »



États-Unis-Chine : l'impérialisme américain accroît sa pression

Manceuvres militaires en mer de Chine méridionale début juillet et fin août ainsi qu'au large de Taïwan mi-septembre ; fermeture du consulat chinois à Houston avec accusation d'espionnage ; fermeture de celui des États-Unis à Chengdu en représailles mi-juillet ; passe d'armes sur Hong Kong ; interdiction de séjour aux États-Unis de responsables du Parti communiste chinois de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang ; restrictions supplémentaires imposées à Huawei et ses filiales le 17 août... La liste est longue des événements qui ont amené cet été la presse et les commentateurs à qualifier les relations entre la Chine et les États-Unis de « nouvelle guerre froide ».

En réalité, les relations entre les États-Unis et la Chine sont depuis longtemps complexes. Depuis l'ouverture chinoise aux capitaux occidentaux à la fin des années 1980, les États-Unis ont eu une politique qui consistait à ne pas laisser la Chine faire ce qu'elle voulait, mais aussi à ne pas s'opposer frontalement à son développement. Ils ont cherché à le contrôler, à le canaliser, parce qu'ils en tirent de substantiels profits et parce qu'ils veulent garder la main sur la région. La Chine n'est pas un pays sous-développé comme les autres, un pays qu'ils peuvent piller à volonté comme ils le font si souvent ailleurs. L'État chinois est au contraire un État puissant grâce à sa taille et à sa population, un État qui a hérité de la révolution nationaliste de 1949 une certaine cohésion et un certain centralisme. Pour avoir accès à la main-d'œuvre bon marché et aux infrastructures que leur offrait l'État chinois à la fin des années

1980, pour profiter du marché qui allait se développer parallèlement à l'introduction des capitaux occidentaux, les pays impérialistes ont dû composer avec certaines exigences de l'État chinois. Le meilleur exemple en est les joint-ventures (coentreprises), ces associations avec une entreprise locale que devait réaliser toute entreprise occidentale voulant s'implanter en Chine, quitte à lui céder une partie de ses profits et de son savoir-faire.

Comme le disent aujourd'hui les dirigeants chinois qui protestent contre l'attitude de Trump : *« Le développement rapide de la Chine, qui a bénéficié des échanges et coopérations avec le reste du monde, a donné en retour une impulsion constante, et procuré d'importantes opportunités à la croissance des États-Unis et des autres pays. Le volume du commerce sino-américain a augmenté de plus de 200 fois par rapport au début de leurs rela-*

*tions diplomatiques. Les investissements dans les deux sens, qui étaient quasiment nuls, ont atteint aujourd'hui près de 240 milliards de dollars US. Les produits chinois à bas prix et de bonne qualité ont apporté des bénéfices tangibles aux consommateurs américains. L'immense marché chinois et son climat d'affaires favorable ont constitué une importante source de profits aux entreprises américaines. »*¹ Si les entreprises américaines profitent effectivement de la main-d'œuvre et du marché chinois depuis la fin des années 1980, c'est aussi le cas de la bourgeoisie chinoise et des couches supérieures de la bureaucratie, de tous ces millionnaires et milliardaires membres du comité central du Parti communiste chinois (PCC) qui ont su mettre la main, au travers de l'État chinois, sur les entreprises, sur la force de travail, et sur les marchés du pays. Quant à la population, le Premier ministre, Li Keqiang, reconnaissait, lors

1 *« Respecter l'histoire, envisager l'avenir et préserver et stabiliser fermement les relations sino-américaines », Yang Jiechi, membre du bureau politique du comité central du Parti communiste chinois (PCC) et directeur du bureau de la commission des affaires étrangères du comité central du PCC, 7 août 2020. http://french.xinhuanet.com/2020-08/07/c_139273147.htm*

d'une conférence de presse début juin, que 600 millions de Chinois disposent d'un revenu mensuel de 125 euros et moins, une somme à peine suffisante pour louer un logement dans les villes moyennes². Ceux qui se sont enrichis de l'exploitation de la classe ouvrière chinoise font tout pour que cela continue ainsi.

La vision idyllique d'une coopération égalitaire entre les États-Unis et la Chine, développée par les responsables du PCC, relève de la fiction et de la propagande. L'impérialisme ne s'est pas contenté d'investir des capitaux en se soumettant aux conditions chinoises. Dès le début, pour garder le contrôle de la situation, les États-Unis ont voulu canaliser le développement chinois, le soumettre à leurs conditions. Au cours des années 1990, la politique des États-Unis a ainsi consisté à intégrer la Chine aux institutions internationales, aux normes américaines. C'était l'objectif des années de négociations qui amenèrent la Chine à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Ensuite George W. Bush a théorisé l'« endigement », une stratégie faite à la fois d'engagement et d'endigement. Obama l'a reprise à son compte sous le nom de « stratégie du pivot vers l'Asie », notamment au travers du partenariat transpacifique (TPP). Cette stratégie reconnaissait la Chine comme un État relativement puissant, tout en renforçant le poids des États-Unis dans la région au travers de partenariats commerciaux et militaires avec ses voisins comme le Japon, le Vietnam, l'Inde... Là non plus, il ne s'agissait pas d'empêcher le développement de la Chine dont les multinationales américaines étaient les premières à profiter, mais de le cadrer.

CONTINUITÉ OU RUPTURE ?

La politique de Trump consiste-t-elle en une inflexion par rapport à celle de ses prédécesseurs ? Il est certain que l'impérialisme, à la recherche de profits et de nouveaux marchés, a composé avec l'émergence en Chine d'une économie qui est devenue un concurrent sérieux sur de multiples terrains, une concurrence qui s'est durcie avec la crise et le ralentissement général de l'économie depuis 2008. Dans le domaine de la haute technologie, Huawei représente un de ces concurrents sérieux. Mais c'est aussi un client. L'entreprise américaine de puces électroniques Qualcomm, qui tente d'obtenir une dérogation auprès des autorités américaines pour continuer à fournir Huawei, estime à huit milliards de dollars ses pertes potentielles sur le marché chinois. Apple, Intel ou encore Nvidia risquent aussi des pertes substantielles si la politique de sanctions à l'égard de Huawei et des applications chinoises comme WeChat se

poursuit. Les restrictions américaines d'août dernier interdisent de fait à toute entreprise étrangère de vendre même indirectement des services ou des produits américains à Huawei et à ses filiales. Cela pourrait empêcher Huawei de faire produire ses propres processeurs, les Kirin, comme il le faisait jusque-là par l'intermédiaire de TSMC, une entreprise taïwanaise qui tente elle aussi de négocier des exemptions auprès de l'administration américaine. Cela montre en tout cas la dépendance des entreprises chinoises dans ce domaine, leur retard technique, et le fait qu'en réalité les unes et les autres sont comme des brigands enchaînés aux mêmes chaînes. Alors, Trump vise-t-il à empêcher les entreprises chinoises de combler ce retard, quitte à nuire aux intérêts de quelques trusts américains ? Cherche-t-il à imposer un autre partage des marchés ? Ou les deux à la fois ?

Dans l'escalade de sanctions et de représailles de cet été, il faut faire la part de la proximi-



Ligne de production de smartphones P30 dans une usine Huawei à Shenzhen, en Chine (janvier 2020).

2 « Pauvreté. 600 millions de Chinois très loin d'être bling-bling », *Courrier international*, 4 juin 2020.

té de l'élection présidentielle aux États-Unis, le 3 novembre prochain. Sur fond de crise sanitaire, sociale et économique, Trump se sert de la Chine dans sa bataille électorale. On a ainsi pu entendre, au moment de la fermeture du consulat de Houston, Mike Pompeo, chef de la diplomatie américaine, appeler, avec des accents rappelant la guerre froide, le monde libre à triompher de la nouvelle tyrannie incarnée par le Parti communiste chinois.

Un certain nombre de mesures et de sanctions ne survivront donc sans doute pas à la présidentielle américaine, quel qu'en soit le vainqueur. L'économie chinoise et l'économie mondiale sont en effet profondément intégrées. Malgré quelques délocalisations³ (la plupart des usines du coréen Samsung, quelques-unes du taïwanais Foxconn, et celles des industriels chinois de la chaussure comme Pou Chen ou Stella) vers le Vietnam et l'Inde, où les salaires ouvriers sont encore plus bas, la Chine reste l'atelier du monde, un atelier bien intégré, productif et générateur de profit, employant des dizaines de millions d'ouvriers, ce qu'aucun autre pays n'est capable d'offrir à ce jour. La Chine est en outre un vaste marché que les trusts occidentaux ne peuvent ignorer. De plus, en multipliant les pressions, les États-Unis font régulièrement céder les autorités chinoises. En 2018, ces dernières ont annoncé la levée en cinq ans des restrictions imposant aux constructeurs automobiles étrangers de passer par une joint-venture, un assouplissement réclamé depuis longtemps par les États-Unis et étendu à la construction navale et aéronautique. En 2020, les Chinois ont également ouvert leurs marchés financiers aux entreprises étrangères. Enfin, plus récemment, la guerre commerciale, loin de

refroidir les échanges, a permis aux États-Unis d'engranger quelques dizaines de milliards de plus. Ainsi, Trump s'est félicité de cet accord commercial dit de phase 1 signé en janvier entre les États-Unis et la Chine, avant la crise sanitaire, qui prévoyait que la Chine achète pour 200 milliards de dollars de plus de marchandises américaines sur deux ans, essentiellement agricoles. Certes, six mois plus tard, en pleine crise, la Chine ne s'est exécutée qu'à moitié et l'examen de l'accord qui devait avoir lieu mi-août a été reporté. Cela sera sans doute le prétexte de nouvelles déclarations enflammées de la part de Trump et de ses équipes avant l'élection présidentielle.

Au fond, même les relations entre pays impérialistes sont marquées par le même bras de fer permanent. La rivalité, la guerre commerciale et les mesures protectionnistes n'excluent pas les alliances, les ententes. Mais la Chine reste un pays globalement sous-développé. Sur fond de crise et d'aggravation de la concurrence internationale, l'impérialisme américain a durci sa politique d'endiguement et exige plus. La Chine s'est jusqu'ici exécutée, même à reculons, consciente des rapports de force réels et de ses intérêts à long terme. Son intégration dans l'économie mondiale – la moitié de son industrie travaille à un titre ou à un autre pour l'exportation – ne lui laisse guère de marge de manœuvre.

LE CONFLIT EN MER DE CHINE MÉRIDIIONALE

Un autre terrain sur lequel la tension s'est aggravée ces dernières années se trouve en mer de Chine méridionale, la mer de Chine du sud pour les Chinois, la mer du Sud pour les Japonais, la mer de l'Est

pour les Vietnamiens. En Asie du Sud-Est, l'affirmation de la Chine comme puissance régionale incontournable a modifié les rapports de force. La mer de Chine méridionale est un carrefour stratégique majeur pour les puissances de la région. À son extrémité occidentale, le détroit de Malacca voit ainsi passer un tiers du commerce mondial, la moitié du tonnage maritime mondial, cinq fois plus que le canal de Suez. C'est la route la plus courte entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie de l'Est. Les deux tiers du pétrole consommé dans cette région et 90 % du commerce extérieur chinois passent par cette route.

La mer de Chine méridionale est bordée par huit pays : outre la Chine et Taïwan, le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, les Philippines et le petit État de Brunei. Cette mer est parsemée de quelques îles, mais surtout d'une multitude de simples récifs, d'écueils, de bancs de sable partiellement émergés. Deux archipels se détachent, les Paracels au nord et les Spratleys au sud. La plus grande île des Paracels fait 2,6 km² tandis que la plus grande des Spratleys mesure un demi-kilomètre carré.

Avant de devenir l'enjeu politique et militaire qu'on connaît aujourd'hui du fait des eaux territoriales qui leur sont attachées, ces confettis n'ont jamais été habités de façon permanente. C'est l'intervention de l'impérialisme dans la région à la fin du 19^e siècle qui en a fait autre chose que des cailloux. Au tournant des années 1930, la France, alors puissance coloniale en Indochine, y affirma sa souveraineté. Elle y implanta même un phare, une station météorologique et une station radio afin de marquer son territoire. Après la défaite de l'impérialisme français et son retrait d'Indochine en 1956, le Viet-

3 «Les géants de l'électronique délaissent la Chine», *Le Monde*, 10 août 2020.



Récif Johnson Spratleys, en mer de Chine, avant et après la poldérisation.

nam du Sud occupa la partie occidentale des îles, tandis que la Chine, devenue la Chine populaire de Mao, en occupa la partie orientale. Les Philippines et Taïwan se disputèrent alors les îles Spratleys.

Dans les années 1970, sur fond de crise pétrolière et de recherche de gisements, tous les pays riverains commencèrent à formuler des revendications sur ces confettis. La Chine prit d'abord pied dans les Paracels en délogeant les troupes vietnamiennes et occupa des récifs et

des bancs de sable encore libres dans les Spratleys. En 1992, une loi chinoise engloba les Paracels et les Spratleys dans ses eaux territoriales. Ces archipels contestés firent désormais partie de l'« intérêt national », au même titre que Taïwan et le Tibet. La situation se tendit un peu plus lorsque, en 2009, le Vietnam et les Philippines voulurent étendre leurs zones économiques dans des zones maritimes occupées par la Chine. En réponse, la Chine commença à poldériser et à mi-

litariser les îlots qu'elle contrôlait, construisant sur plusieurs d'entre eux des bases aériennes et des bases navales en gagnant sur la mer.

LA PRESSION DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

La présence des États-Unis dans la région s'est renforcée ces dernières années. Ils soutiennent leurs alliés locaux en contenant les ambitions chinoises et en conservant un moyen de pression sur cette puissance montante. Les États-Unis jouent là leur partition de gendarme du monde et d'impérialisme dominant. Et si la Chine possède 18 000 km de façade maritime, celle-ci débouche partout sur des mers semi-fermées par ses voisins et rivaux : le Vietnam, la Malaisie, les Philippines au sud ; plus au nord, Taïwan ; encore plus au nord, le Japon et la Corée du Sud. La plupart de ces États sont des alliés de longue date des États-Unis. Même le Vietnam s'en est rapproché, accueillant récemment un de ses porte-avions et recevant en don plusieurs patrouilleurs. Et si les Philippines cherchent à se rapprocher de la Chine depuis 2016, elles tiennent aussi à leur alliance avec les États-Unis et le Japon. La stratégie américaine consiste, depuis longtemps, à contrôler toutes les issues. L'État américain est capable d'interrompre à tout moment le trafic commercial chinois, ce qu'il n'a pas fait jusqu'ici ; et avec ses alliés il empêche la marine militaire chinoise d'accéder aux océans Pacifique et Indien. C'est d'ailleurs l'une des revendications de la Chine que de pouvoir faire naviguer ses bateaux et ses sous-marins au-delà du Japon et des Philippines.

Depuis 2015, la pression américaine se matérialise en mer de Chine par des patrouilles maritimes prétendant vérifier,

au nom du respect du droit international, que la route est libre et ouverte à tous. Mais c'est bien à chaque fois une démonstration de force. Ces opérations, les Fonops (Freedom of Navigation Operations), se font à différents endroits du globe dans des zones contestées, avec des opérations bien médiatisées dans le but de souligner la puissance de frappe américaine. En mer de Chine méridionale, ces opérations consistent à faire manœuvrer des navires militaires américains dans les 12 milles nautiques des îles artificielles aux mains de la Chine, les considérant ainsi comme des eaux internationales et non territoriales chinoises. Les Chinois répliquent à ces provocations en envoyant à leur tour des avions et des bâtiments de guerre sur zone, ou en tirant des missiles surnommés « tueurs de porte-avions ». Jusqu'ici, les manœuvres ont été de part et d'autre minutieusement calibrées pour éviter tout dérapage. Mais en 2018, un destroyer chinois s'est rapproché à 40 m d'un destroyer américain au cours d'une de ces opérations. Et depuis, leur fréquence augmente, avec près d'une par mois, augmentant le risque de produire des étincelles.

Les tensions se sont aussi accrues cet été au sujet de Taïwan, cette île de 23 millions d'habitants séparée de la Chine depuis la défaite en 1949 de Tchang Kaï-chek, qui y trouva refuge. Le 1^{er} juillet dernier, la Chine, annonçant l'intégration des récifs contestés dans deux nouvelles provinces administratives, déploya à proximité de Taïwan tout un groupe aéronaval. Les États-Unis répliquèrent en y envoyant l'un des leurs. Puis en août, ils envoyèrent une délégation américaine comme Taïwan n'en avait pas reçu depuis 1979, date de la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et Taïwan

au profit de la Chine. Dans la foulée de cette visite, Taïwan confirma un achat massif de chasseurs F-16. Les États-Unis augmentèrent la pression en envoyant, jeudi 17 septembre, un ministre, en fait un sous-secrétaire d'État, reconnaissant Taïwan de fait comme un État souverain, ce qu'ils s'étaient gardés de faire depuis des décennies. La Chine répondit par de larges manœuvres militaires, une « répétition » selon Pékin pour préparer l'envahissement de l'île.

Il faut enfin ajouter à la liste des terrains de friction le Ladakh, à la frontière entre l'Inde et la Chine, où après des combats qui ont fait plusieurs morts mi-juin, l'Inde a positionné deux Rafale, et a reçu le soutien de l'Union européenne.

La présence d'un navire australien au sein de la flotte américaine déployée en juillet n'est pas anodine. La puissance américaine se double en effet ces dernières années d'un renforcement du potentiel militaire de ses alliés les plus riches de la région, en particulier le Japon et l'Australie. L'Australie s'équipe de sous-marins, construits par le groupe français Naval Group, dans le but de disposer d'une capacité militaire technologiquement supérieure à la marine chinoise en pleine expansion. Le Japon achète des dizaines d'avions de combat américains ultramodernes, ainsi que des navires de guerre. L'argument des militaires japonais est la défense des îles Senkaku, contestées par la Chine. La marine japonaise croise aussi en mer de Chine du Sud, avec ou sans les Américains, et entend se projeter jusque dans l'océan Indien. Tout cela bien que, depuis 1945, le Japon n'ait théoriquement le droit qu'à une armée « d'autodéfense ».

LES CONTRADICTIONS DU RÉGIME CHINOIS

Le soulèvement paysan qui a porté Mao au pouvoir, et l'appareil d'État qui en est issu, ont donné à la Chine les moyens de se débarrasser de l'emprise politique directe de l'impérialisme. Sur la base de l'exploitation de la classe ouvrière et de la paysannerie, cet État permit de développer des industries de base, sidérurgie, mines, énergie. Cette sorte d'accumulation primitive réalisée par l'État chinois est la base sur laquelle il a ouvert son économie aux capitaux occidentaux dans les années 1980. Depuis plus de trente ans maintenant, le même appareil d'État s'est fait le vecteur du retour des capitaux des puissances impérialistes. Ces capitaux peuvent s'investir à nouveau, y exploiter la classe ouvrière, et fournir des marchandises aux plus riches. La bourgeoisie chinoise, de retour de Hong Kong ou de Taïwan mais aussi issue de la bureaucratie qui a dépecé les entreprises d'État, s'enrichit sans retenue en tant qu'intermédiaire entre la main-d'œuvre locale, le marché chinois et le marché mondial. Tout cela ne se fait pas sans multiplier les contradictions internes, entre ouvriers et nouveaux capitalistes et bureaucrates capitalistes, entre la petite minorité riche et les centaines de millions d'ouvriers et de paysans pauvres, ainsi qu'entre les bureaucrates du centre et ceux des provinces, entre les villes et les campagnes, au sein des villes entre les travailleurs migrants et les autres... L'importance accrue des administrations locales, des gouvernements des provinces, peut se mesurer à leur propre dette ainsi qu'à celle des entreprises d'État sous leur contrôle. Le nationalisme exacerbé par Xi Jinping depuis qu'il est arrivé au pouvoir est une tentative de contenir l'en-

semble de ces contradictions dans le cadre général de l'État chinois.

Ces contradictions se sont aggravées avec les difficultés économiques croissantes du pays. La crise de 2008 a eu pour effet de freiner le développement de l'économie capitaliste mondiale, y compris les marchés américains et européens, principaux clients des industriels chinois. La politique voulant compenser ce ralentissement par le développement de la consommation sur le marché intérieur n'a pas vraiment eu de résultat, si tant est qu'elle pût en avoir autrement que sur le terrain de la propagande. Un marché intérieur ne se développe pas en quelques années. Un tel marché est le produit de toute une histoire, de dépendances réciproques entre les différences couches de la société et d'un certain niveau de revenus pour de larges masses, en contradiction avec ce qu'est la Chine aujourd'hui, d'abord fournisseur de main-d'œuvre à bas salaires, et dont les budgets publics sont en premier destinés à soutenir les entreprises, pas les paysans ni les ouvriers pauvres. Toutes ces difficultés ont conduit le régime sur les « nouvelles routes de la soie », exportant des capitaux, endettant des pays plus pauvres que la Chine, afin de fournir du travail et des revenus aux entreprises et aux banques chinoises. Cela n'a pas non plus empêché la croissance chinoise de fléchir. La politique dite des « nouvelles routes de la soie » – son intitulé est tout un programme – a été assor-

tie de toute une propagande nationaliste sur la grandeur chinoise historique à restaurer, sur le retour de la Chine comme puissance de premier plan dans l'arène mondiale après un siècle de vexations, les investissements à l'étranger étant un argument de poids de la diplomatie chinoise.

Cette démagogie se référant à la grandeur passée de la Chine s'est accompagnée d'investissements militaires importants. Le budget militaire chinois est le deuxième au monde, loin derrière celui des États-Unis. Il procure de fructueux marchés aux industriels locaux et bien des possibilités de manœuvres militaires et politiques, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Depuis les années 2000, le pouvoir développe ainsi à marche forcée sa marine de guerre. Entre 2014 et 2019, l'augmentation du tonnage chinois a été équivalente à ce que sont les marines britannique et japonaise réunies. Malgré tout cela, la Chine reste un nain militaire en comparaison des États-Unis et de leurs alliés. Elle ne dispose que d'une base à l'étranger, à Djibouti, et son retard technologique reste important. Sa force repose sur le nombre. Elle est en position essentiellement défensive face à l'impérialisme.

Le nationalisme chinois, essentiellement verbal face aux puissances impérialistes, se traduit par une politique d'oppression contre les minorités nationales, qu'elles soient ouïghoure, tibétaine ou mongole, des peuples qualifiés d'arriérés. L'État chinois ne tolère aucune dissidence dans les ré-

gions de minorités nationales, ni à Hong Kong. Et partout, le régime a resserré les rangs en multipliant les campagnes de fidélité aux idées originelles du maoïsme et de dénonciation de la corruption.

Le PCC dit défendre la voie du « socialisme aux caractéristiques chinoises ». Des intellectuels nationalistes, en Afrique ou en Europe, y voient une alternative à l'impérialisme, un point d'appui pour contrer sa domination. Qualifier les relations entre les États-Unis et la Chine de « nouvelle guerre froide » contribue à cette illusion. Le capitalisme à la chinoise, un capitalisme des plus sauvages, s'appuyant largement sur l'État, ne sera pas un point d'appui contre l'impérialisme. La bourgeoisie chinoise et les dirigeants de l'État ont besoin de lui. Ils en sont même un rouage, avec des particularités, mais un rouage tout de même, intégré dans les chaînes de production mondiales. C'est cette dépendance qu'ils expriment quand ils écrivent : « *L'histoire et la réalité montrent que la Chine et les États-Unis ont tout à gagner à coopérer et tout à perdre à se battre.* »⁴ Le partenariat qu'ils vantent, c'est d'abord entre eux, cette classe riche, et les capitalistes occidentaux. La seule force progressiste en Chine est le prolétariat chinois, des centaines de millions d'ouvriers, regroupés dans des usines et dans des villes géantes, qui n'ont, quant à eux, que leurs chaînes à perdre.

18 octobre 2020

4 Yang Jiechi, cf. note 1.



Soldats français au Mali (en 2016).

Crise économique et menaces de guerre

«Le monde est dangereux, la crise contribue à cette dangerosité et un conflit majeur n'est pas improbable. [...] Le moindre incident peut dégénérer en escalade militaire non maîtrisée. [...] Les conflits durs entre États restent possibles voire probables. L'armée de terre doit plus que jamais être prête à produire d'emblée de la puissance militaire pour faire face à un péril inattendu, en sachant encaisser les chocs avec résilience. [...] Nous imaginions une telle situation vers 2035 mais en 2020 certaines cases sont déjà cochées.»¹ Voilà quelques-uns des propos tenus avant l'été par le chef d'état-major de l'armée de terre française, le général Thierry Burkhard, pour présenter sa vision de l'avenir aux parlementaires.

Ces propos d'un galonné en chef ne sont pas seulement destinés à obtenir une rallonge budgétaire pour la « grande muette ». Ils expriment la crainte de certains cadres de la bourgeoisie que la crise économique, accélérée et aggravée par la crise sanitaire, entraîne de nouvelles guerres sinon une guerre généralisée voire une nouvelle guerre mondiale. Propagande ou anticipation ?

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les guerres n'ont pas cessé. Le Moyen-Orient en est victime sans interruption depuis quarante ans. Des pays autrefois relativement développés, comme l'Irak ou la Syrie, ont été méthodiquement détruits. La guerre se poursuit toujours en Afghanistan, en Syrie, au Yémen. En Afrique, on ne compte plus les pays en proie à la guerre depuis des décennies. En Asie, la guerre contre les Rohingya se poursuit en Birmanie. Le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, les Philippines sont en état de



Le général Burkhard passe des troupes en revue.

guerre quasi permanent. Derrière la plupart de ces guerres, on trouve l'intervention des grandes puissances.

Mais ces guerres, si meurtrières soient-elles pour les populations qui les subissent et les soldats qui les mènent, se déroulent loin de l'Europe, en tout cas de sa partie occidentale. Des soldats occidentaux sont certes engagés directement dans certaines d'entre elles. Mais ils le sont le plus souvent au travers d'opérations

dites asymétriques, c'est-à-dire menées non pas contre les armées régulières d'un véritable État mais contre des groupes armés de type guérilleros ou djihadistes, contre des armées sous équipées ou, plus souvent encore, sous la forme de bombardements aériens où des pilotes tuent des centaines de personnes comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo. Et quand il s'agit d'une guerre « de haute intensité » ou « de masse », selon le jargon des militaires, comme

1 Extraits du communiqué de presse de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale du 18 juin 2020, après l'audition du général Burkhard.



LAURENT VAN DER STOCK/THE MONDE

Soldat irakien blessé pendant la reprise de Mossoul en juillet 2017 : la coalition occidentale a fait la guerre avec la peau de troupes locales.

la guerre contre Daech en Irak ou en Syrie, le choc des premières lignes, et donc l'essentiel des morts, est supporté par des troupes supplétives, irakiennes, kurdes, syriennes, ou par des mercenaires de toutes nationalités, embauchés par les dirigeants occidentaux et d'abord américains, pour mener les opérations militaires les plus dangereuses. Les cérémonies mises en scène dans la cour des Invalides par les présidents successifs pour flatter le sens du sacrifice et l'unité nationale rappellent régulièrement que des soldats français meurent dans ces opérations. Mais, au-delà de leurs proches, ces morts touchent peu l'opinion populaire car il s'agit d'un petit nombre de soldats, engagés volontaires, tués dans des pays lointains.

LA CRISE EXACERBE LES TENSIONS EN EUROPE

L'aggravation de la crise avec l'enchaînement de tensions économiques, politiques, diplomatiques ou militaires qu'elle provoque peut changer plus ou moins rapidement la donne. La

guerre, que la partie occidentale de l'Europe n'a pas connue sur son sol depuis soixante-quinze ans, contrairement à sa partie orientale, pourrait se rapprocher. Cette crainte est formulée tant par des officiers supérieurs que par des dirigeants politiques. En présentant, en septembre, un budget en hausse, la ministre de la Défense, Florence Parly, a expliqué qu'il était « *indispensable pour réparer nos armées après des années de sous-investissement, et la montée des tensions autour de l'Europe en montre la nécessité* ». Le sénateur LR qui préside la commission des affaires étrangères remarque : « *À l'heure où certains imaginent un affrontement entre l'Égypte et la Turquie en Libye, où la Turquie mène des opérations terrestres majeures hors de son territoire, nous voyons bien que les engagements terrestres conventionnels ne sont pas une simple hypothèse de travail, mais une réalité stratégique* »² avant de conclure, sans surprise : « *Le Sénat sera vigilant pour que les moyens financiers suivent.* » D'autres invoquent les risques d'une guerre involontaire avec la Russie : « *Le*

combat futur avec la Russie ne procédera pas d'une invasion, mais peut-être d'une erreur de calcul qui nous entraînera », déclarait un dirigeant de l'Otan, cité par le journal *Le Monde* du 17 juin. Ce risque d'une guerre par dérapage est repris par le général Burkhard, selon lequel « *le moindre incident peut dégénérer en escalade militaire non maîtrisée* ». Il y a évidemment une part d'outrance à but propagandiste et de communication dans ces différents propos. Propagande pour masquer les responsabilités écrasantes de l'impérialisme dans la montée des tensions en désignant un ennemi commode, la Turquie d'Erdogan ou la Russie de Poutine. Communication pour obtenir des budgets de la Défense en hausse et les faire accepter à l'opinion publique.

Il n'en demeure pas moins qu'Erdogan, confronté à une crise économique majeure, avec une base politique qui se rétrécit et des défaites à des élections locales, s'est lancé dans une fuite en avant sur le terrain du militarisme et du nationalisme. La Turquie est aujourd'hui engagée militairement dans

2 Philippe Cambon, le 24 juin 2020, sur le site du Sénat.

cinq conflits. Elle a envoyé des troupes ou des supplétifs en Libye, en Syrie, dans le nord de l'Irak, où elle n'a jamais cessé des incursions contre les Kurdes. Par l'intermédiaire de milices syriennes proturques et sous la forme de livraisons d'armement, elle intervient au côté de l'Azerbaïdjan dans la guerre contre l'Arménie autour du Haut-Karabakh. Enfin, elle a multiplié les manœuvres aéronavales en Méditerranée dans les eaux territoriales grecques. Le gouvernement turc a renforcé depuis cinq ans sa marine en achetant ou construisant de nouvelles frégates et des sous-marins. Elle devrait inaugurer son premier porte-avions en 2021.

Il y a une part de bluff et de chantage dans les postures guerrières d'Erdogan. La Turquie est toujours membre de l'Otan, comme la Grèce, ce qui la place sous la tutelle des autres États membres pour une partie de ses fournitures militaires. Ainsi, en 2019, les États-Unis ont bloqué la livraison d'une commande d'avions de chasse F-35 après que la Turquie eut acheté du matériel de défense antiaérienne russe. La

société canadienne L3Harris Wescam vient de suspendre ses livraisons d'optique de précision, indispensables aux drones militaires turcs, pour la raison affichée qu'ils tuent des civils dans le Haut-Karabakh. Si Erdogan a des intérêts et des objectifs propres, il ne s'oppose pas frontalement à ceux des États-Unis. Les interventions turques en Syrie se sont faites avec le feu vert de Trump, explicite dans le Rojava kurde de Syrie à l'automne 2019 après que Trump a lâché les combattants kurdes artisans de la défaite de Daech; et au moins implicite quelques semaines plus tard dans la région d'Idlib, face à Bachar el-Assad soutenu par l'aviation et les cadres militaires russes.

Quant à la Russie de Poutine, elle n'est pas le pays va-t-en-guerre que voudraient décrire certains dirigeants occidentaux. C'est surtout un régime, incontestablement dictatorial, qui cherche à défendre par tous les moyens, du poison aux annexions, les intérêts de ses oligarques face à la pression des puissances impérialistes ou aux ingérences des puissances régionales dans les pays de

l'ancienne Union soviétique, de la Biélorussie au Kirghizistan en passant par l'Ukraine ou l'Azerbaïdjan, ébranlés par des révoltes sociales ou des crises politiques.

Il reste que la chute des cours du pétrole et d'autres matières premières, le ralentissement du commerce international, accélèrent ou réveillent de multiples tensions entre les pays. La réduction des marchés exacerbe la concurrence entre les groupes capitalistes, qui repercutent leur guerre commerciale sur leurs fournisseurs et sous-traitants, partout dans le monde. Si les travailleurs, dans tous les pays, en sont les premières victimes, les bourgeoisies les plus faibles trinquent aussi. Nombre de pays pauvres ou semi-pauvres, dont les économies ont déjà été ébranlées par la crise de 2008, vont prendre de plein fouet la crise actuelle. Cela provoquera la faillite et la ruine de pans entiers de la bourgeoisie petite ou moyenne. On le voit déjà au Liban, où l'inflation et le blocage des comptes bancaires ont fait tomber dans la pauvreté des catégories jusque-là préservées. Les conséquences politiques se-



Patrouille de l'armée turque dans le nord de la Syrie.

ront multiples. La guerre étant la continuation de la politique par d'autres moyens, selon la formule de Clausewitz, à un moment ou à un autre, la crise engendrera des guerres. Si chaque étincelle ne débouche pas sur une explosion, quand l'air est chargé de matière explosive, les risques de dérapages accidentels, évoqués par les généraux, deviennent possibles.

LES TENSIONS ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS

À un tout autre niveau, il y a le risque que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine se transforme en une guerre tout court. Nous revenons longuement sur les relations entre la Chine et les États-Unis dans un autre article de ce numéro de *Lutte de classe*. Disons que les postures de Trump qui, en campagne pour sa réélection, ne s'arrête devant aucune brutalité de langage pour séduire les plus xénophobes de ses électeurs, alimentent la crainte d'un dérapage militaire. En écoutant Trump, on peut avoir l'impression que les États-Unis pourraient déclencher une guerre à n'importe quel moment, contre la Corée du Nord, contre l'Iran

ou contre la Chine. Mais au cours des quatre années de son mandat, Trump a plusieurs fois fait machine arrière, spectaculairement face à la Corée du Nord, de justesse face à l'Iran, après le torpillage d'un pétrolier saoudien dans le détroit d'Ormuz.

En mer de Chine méridionale, dont l'État chinois revendique le contrôle et où la marine chinoise, renforcée depuis plusieurs années, fait régulièrement face à la puissante marine américaine, le risque d'un dérapage non contrôlé inquiète des observateurs. C'est le cas d'Henri Kissinger, 96 ans, ancien chef de la diplomatie américaine sous le républicain Nixon et artisan de la réintroduction de la Chine dans le marché capitaliste mondial. « *Si on laisse le conflit se détériorer, le résultat pourrait s'avérer encore pire que ce qui s'est passé en Europe au 20^e siècle* », a-t-il déclaré en décembre 2019. « *Le président Trump pourrait utiliser un incident militaire en mer de Chine méridionale pour démontrer la détermination américaine contre la Chine du président Xi Jinping* », aurait-il confié cet été à l'ancien ambassadeur de France aux États-Unis, selon le *New York Times*. Même très âgé, Kissinger n'est

sans doute pas devenu un pacifiste béat. Il exprime plutôt les inquiétudes de toute une fraction de la bourgeoisie américaine qui estime indispensable le maintien de relations commerciales étroites avec la Chine. Car, au-delà de leurs rivalités commerciales et des démonstrations de force militaire permanentes, les classes dominantes américaine et chinoise sont complices, leurs intérêts respectifs étant entremêlés.

DES BUDGETS MILITAIRES PARTOUT EN HAUSSE

Un indicateur de la montée des tensions dans le monde est la croissance des budgets militaires, et l'intensification de la course aux armements. Selon un rapport de l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm, en 2019, les dépenses militaires dans le monde ont atteint 1 917 milliards de dollars, soit environ 1 782 milliards d'euros. Cela représente 240 euros pour chaque être humain de la planète, nourrissons inclus. Selon cet institut, « *les dépenses militaires ont atteint leur plus haut niveau depuis la fin de la guerre froide* ». Elles sont en progression de 3,6% en un an. Une telle hausse n'avait pas été enregistrée depuis dix ans ! Si beaucoup de pays augmentent leurs dépenses militaires, les États-Unis sont très largement en tête, leur budget militaire étant quasiment équivalent au cumul des budgets des huit pays qui les suivent dans le classement. Le budget de l'armée américaine était de 731 milliards de dollars, contre 261 milliards pour la Chine. En France, l'augmentation du budget de la défense pour 2021 est conséquente : une hausse de 1,7 milliard d'euros, pour atteindre un total de 39,2 milliards, soit 4,5% de plus qu'en 2020 et 22% de plus qu'en 2017. Florence Parly, ministre des Armées aux petits soins



Xi Jinping passe en revue la garde d'honneur de la marine chinoise (avril 2019).

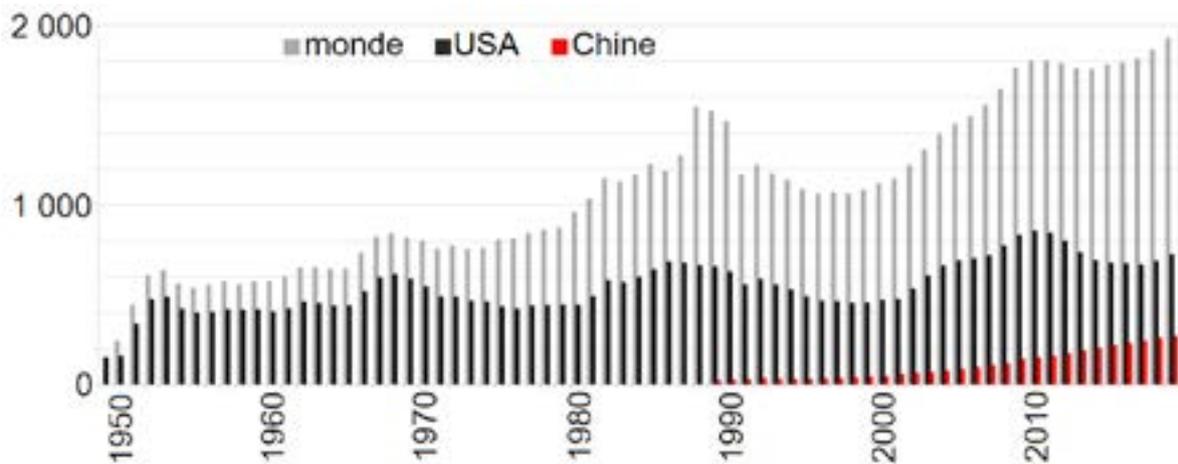
pour les marchands d'armement, était toute fière d'annoncer que l'augmentation cumulée des budgets depuis quatre ans représente « deux années de dépenses d'équipement des armées ».

À toutes les époques de l'histoire du capitalisme, les commandes de l'État en armement ont été un moyen d'élargir artificiellement le marché pour leurs industriels. Comme le formulait Rosa Luxemburg en 1913: « D'un point de vue purement économique, le militarisme est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation. »³

Rosa Luxemburg décrivait en détail comment le militarisme, c'est-à-dire l'utilisation par l'État de « l'argent extorqué aux travailleurs sous forme d'impôts indirects » pour passer des commandes d'armement, aggravait l'exploitation des travailleurs des pays impérialistes en abaissant leur niveau de vie et en leur faisant entièrement supporter le financement de l'armée permanente. Mais la production d'armement n'est pas une simple subvention des États aux capitalistes en période de crise. Les armes produites sont susceptibles d'être utilisées.

Le monde n'est certes pas en-

core engagé dans un engrenage du type de celui qui a précédé la guerre de 1914-1918 ou celle de 1939-1945, avec deux blocs de pays impérialistes rivaux se préparant à s'affronter avec la peau de dizaines de millions de travailleurs pour garantir sources de matières premières et débouchés pour leurs marchandises et leurs capitaux. La supériorité militaire des États-Unis, maintenue en privant des millions de prolétaires américains d'un accès à des soins, à des études ou à des logements dignes des capacités de notre époque, et en pillant de différentes manières la force de travail des pays pauvres sur tous les continents, reste trop forte à ce jour pour envisager un tel scénario à un terme prévisible. Pour autant, les tensions militaires n'ont jamais été aussi fortes. Pendant les années de la guerre froide, les guerres locales ou régionales étaient encadrées, arbitrées par la rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique, chacun jouant un rôle de gendarme dans sa zone respective. Après la disparition de l'Union soviétique, les rivalités entre diverses puissances régionales et les manœuvres des puissances impérialistes de seconde zone pour soutenir ou affaiblir tel ou tel gouvernement, encourager tel ou tel parti d'opposition, ont jeté de



Budget général des armées dans le monde, en milliards de dollars constants 2018 (source : SIPRI 2020).

3 Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, 1913.

l'huile sur tous les feux allumés dans le monde. Des Balkans à l'Afghanistan, de la Libye à l'Irak, les États-Unis sont intervenus, non pour garantir « la paix et la démocratie », mais à chaque fois que leurs dirigeants estimaient que l'un des protagonistes remettait en cause leur ordre mondial, de plus en plus instable. Dans de multiples cas, l'impérialisme américain a fait le choix de laisser pourrir des conflits, des rivalités nationales ou ethniques, de n'intervenir que de très loin à travers des bandes locales ou des mercenaires et parfois de se retirer, laissant un chaos plus grand à son départ que celui trouvé à son arrivée. Aujourd'hui l'instabilité, aggravée par la crise économique, se rapproche des riches pays occidentaux.

SOCIALISME OU BARBARIE

Devant ce même constat, les dirigeants de l'État bourgeois réclament aujourd'hui des troupes et des armes pour faire la guerre. Certains se préoccupent d'endurcir leurs offi-

ciers avant de lancer, demain peut-être, une propagande militariste à grande échelle. Le général Burkhard déjà cité propose de modifier la formation des officiers de l'armée, jugés « *pas assez endurcis* » car, selon un commandant de l'école d'officiers de Saint-Cyr, « *la société française s'est éloignée du tragique et de l'histoire. Elle ne prépare pas ces jeunes aux responsabilités exorbitantes qu'ils auront à 25 ans, l'âge des premiers engagements opérationnels, des premiers morts. Nous devons les faire mûrir le plus vite possible.* »⁴ Le « tragique et l'histoire », c'étaient les champs de bataille des deux guerres mondiales, où des millions d'ouvriers et de paysans, encadrés par des officiers sélectionnés parmi les enfants de la bourgeoisie, ont été fauchés, enterrés vivants, mutilés ; puis les sales guerres coloniales dans lesquelles s'est forgée « l'école française de la guerre antisubversive », autrement dit l'usage généralisé de la torture. Des dizaines de milliers de jeunes appelés qui ont « mûri » dans les Aurès furent ainsi « endur-

cis »... et parfois détruits à vie. Si les généraux n'en sont pas encore à réclamer le rétablissement du service militaire obligatoire, cela pourrait venir vite. En attendant, la ministre des Armées vient de déclarer en présentant son budget : « *Nous serons le premier recruteur de France en 2021, nous embaucherons 26 700 jeunes, certains très qualifiés, d'autres sans aucune qualification.* »

Servir de chair à canon, voilà l'avenir que les dirigeants de la bourgeoisie offrent à la jeunesse. Plutôt que des appels dérisoires à la paix, comme en lance régulièrement la gauche réformiste, ce qui est urgent et vital est d'armer les travailleurs... politiquement. Si le chef d'état-major de l'armée de terre recrute des troupes, les révolutionnaires doivent recruter les leurs, c'est-à-dire des hommes et des femmes conscients qu'il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Pour éviter la guerre, il n'y a pas d'autre voie que la révolution sociale, à l'échelle de la planète.

18 octobre 2020

4 Propos du général Patrick Collet cités par *Le Monde*, 7 septembre 2020.



Des appelés avec un prisonnier algérien pendant la sale guerre d'Algérie, de 1954 à 1962.



Côte d'Ivoire: un tract de l'UATCI à propos des élections

Le 31 octobre, aura lieu l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire. L'actuel président, Alassane Ouattara, s'y présente pour un troisième mandat. Son principal opposant, Henri Konan Bédié, entend fédérer autour de lui l'opposition, et en particulier Laurent Gbagbo et Guillaume Soro qui ont été interdits de candidature. Après la guerre civile qui a ensanglanté le pays il y a une dizaine d'années, leur lutte pour le pouvoir laisse craindre le pire aujourd'hui. Ce tract, à l'initiative de nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI), appelle les travailleurs à ne pas se laisser diviser.

AUX TRAVAILLEUSES ET AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES LES NATIONALITÉS ET DE TOUTES LES ETHNIES

Que vous soyez en activité, au chômage ou à la retraite, nous nous adressons particulièrement à vous en cette période de campagne électorale où les politiciens de tout bord veulent nous diviser pour parvenir au pouvoir ou pour le conserver.

L'élection présidentielle n'a pas encore eu lieu mais elle a déjà fait plusieurs victimes. Cela ne présage rien de bon pour les jours et les semaines à venir. Ceux d'entre nous qui ont vécu les événements dramatiques de 2010 savent, ô combien, que les choses peuvent aller en s'empirant, car les politiciens en compétition sont capables de nous entraîner dans la barbarie. Les propos nauséabonds à caractère ethnique, xénophobe ou nationaliste qu'ils propagent sont de véritables poisons qui finissent tôt ou tard par se traduire en actes. Cela se répète à chaque élection depuis les années 1990.

Ne cherchons pas les victimes ailleurs! Ce sont nous, les pauvres, toutes ethnies et toutes origines confondues!

Voilà pourquoi nous avons toutes les raisons de nous opposer à la propagation de ce poison et de refuser de nous laisser entraîner dans le sillage des politiciens en lutte pour le pouvoir et pour les privilèges. Nous n'avons rien à gagner dans ce jeu de dupes. Ces gens-là se moquent de nos conditions d'existence qui ne cessent de se dégrader d'année en année, de nos petits salaires qui n'évoluent pas, de la cherté de la vie qui grignote le peu que nous gagnons, du chômage et de l'insécurité de l'emploi qui permettent à nos employeurs de nous exploiter davantage.

LEUR LUTTE POUR LE POUVOIR

C'est avec la mort d'Houphouët-Boigny, en 1993, qu'a commencé cette lutte pour le pouvoir entre les différents protagonistes, dont Bédié,

Ouattara et Gbagbo.

Bédié, pour écarter son principal rival Ouattara, lança le poison de l'ivoirité. Plus tard, Gbagbo reprit ce même poison à son compte, pour les mêmes raisons que Bédié.

Mais les conséquences, ce ne sont pas les Ouattara, ni les Bédié, ni les Gbagbo, ni les capitalistes qui les subissent! C'est avec le sang des autres qu'ils se battent. Les populations pauvres ont déjà payé chèrement cela lors des massacres interethniques perpétrés par des milices interposées. Il y a eu des milliers de morts et de blessés, des centaines de milliers de déplacés. Les cicatrices sont toujours là et il suffit de pas grand-chose pour les raviver et créer peut-être de nouveaux massacres.

Nous avons autre chose à faire que d'aller verser encore notre sang pour ces gens qui se disputent le pouvoir pour assouvir leurs ambitions personnelles et qui sont capables de toutes sortes de compromis, y compris de faire le contraire de ce qu'ils ont dit la veille.

DES ALLIANCES SE FONT ET SE DÉFONT

Ainsi, à l'élection présidentielle de 1995, le RDR de Ouattara et le FPI de Gbagbo s'unissent contre le PDCI pour boycotter l'élection de 1995.

Ensuite, à l'élection présidentielle de 2000, ce sont Gbagbo et Robert Guéi qui s'entendent pour écarter les candidatures de Ouattara et de Bédié, avant que Gbagbo ne chasse Guéi lui-même du pouvoir.

En 2001, c'est l'apothéose ! Robert Guéi, Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo se congratulent et se font des accolades lors du Forum de réconciliation nationale.

Mais en 2005, les alliances changent de nouveau. Cette fois-ci, les ennemis d'hier, Ouattara et Bédié, s'allient au sein d'un nouveau parti, le RHDP, pour contrer Gbagbo alors au pouvoir. En 2010, Bédié appelle même à voter Ouattara contre Gbagbo.

Et nous voilà maintenant en 2020 : nouveau changement ! Ce sont maintenant Bédié et Gbagbo qui s'allient contre Ouattara.

ILS FONT PARTIE DU MÊME MONDE DES RICHES ET DES EXPLOITEURS

Comme on le voit, ce qui guide la politique de ces gens-là c'est leurs intérêts du moment, y compris les Soro Guillaume et leurs semblables. Cependant, rien de fondamental ne les différencie. Ils sont tous au service de la bourgeoisie, classe dont ils font partie eux-mêmes. Ils vivent en sécurité dans les quartiers chics, se fréquentent et se côtoient dans les mêmes cliniques, restaurants et hôtels pour riches ; leurs enfants étu-

dient dans les mêmes écoles ou bien sont envoyés à l'étranger.

Alors que, dans nos quartiers pauvres, c'est souvent le règne de la misère et de l'insécurité. Quand arrivent les élections, nous vivons sous la menace des exactions et de nouveaux massacres que peuvent commettre des milices armées agissant pour le compte des concurrents en lutte pour le pouvoir.

ALORS, NE LAISSONS PAS UNE NOUVELLE FOIS LA DIVISION ET LA HAINE S'INSTALLER. IL EN VA DE L'INTÉRÊT DE TOUS LES TRAVAILLEURS

L'union et l'entente entre les travailleurs, c'est un bien précieux qu'il faut absolument préserver. Autrement, la peur et la crainte finiront par pourrir encore plus notre existence déjà difficile.

Toute nouvelle division au sein des travailleurs renforce inévitablement le camp de la bourgeoisie capitaliste qui nous exploite.

PRÉPARONS LA DÉFENSE DE NOS INTÉRÊTS EN TANT QUE TRAVAILLEURS

Voilà pourquoi la voix des travailleurs doit se faire entendre dans les zones industrielles, les docks, les bureaux, les chantiers, les hôpitaux et dans nos quartiers. C'est tous ensemble que nous pourrons défendre nos intérêts face à nos exploiters. Personne ni aucun gouvernement ne le fera à notre place. Ces gens qui se disputent le pouvoir sont avant tout au service des exploiters ; ce sont les ennemis de la classe ouvrière.

6 octobre 2020



Grande-Bretagne : fiasco sanitaire et régression sociale

Alors que la deuxième vague de l'épidémie est là, le Premier ministre conservateur Boris Johnson n'en démord pas : son gouvernement aurait eu depuis le début une politique exemplaire face au virus. Mais si la tournure prise ces derniers mois par les événements outre-Manche démontre quelque chose, c'est au contraire l'irresponsabilité de la classe dirigeante, la déliquescence du système de santé britannique et la sévérité des reculs sociaux imposés aux travailleurs depuis un demi-siècle.

En valeur absolue, le Royaume-Uni est le pays d'Europe qui, avec plus de 42 000 morts sur 66 millions d'habitants, détient le record du nombre de victimes du Covid-19 ; à l'échelle mondiale, seuls les États-Unis, le Brésil, l'Inde et le Mexique le dépassent. En valeur relative, à la date du 16 octobre, la Belgique (90 morts pour 100 000 habitants) et l'Espagne (71,5) étaient les seuls pays européens comptant un taux de mortalité plus élevé que le Royaume-Uni (65). Pour ce qui est du taux de surmortalité, à savoir le pourcentage de décès en plus par rapport à 2019, qu'ils soient ou non attribuables au Covid-19, le Royaume-Uni était fin septembre le leader mondial, avec 52 %. Si la situation sanitaire mondiale est mouvante, si ces chiffres officiels ne sont pas absolument fiables, ils illustrent cependant toute l'indécence des discours autosatisfaits de Johnson.

**BORIS JOHNSON : UNE
GESTION ERRATIQUE,
MAIS PAS SANS BOUSSOLE**

Depuis le début de la crise sanitaire, le Premier ministre

a enchaîné les déclarations contradictoires pour tenter de faire oublier que le NHS (National Health Service : Service national de santé), sous-doté en argent comme en équipements et en personnel, était incapable de faire face à la pandémie. Comme le Royaume-Uni est, de tous les pays de l'OCDE, celui qui dispose du plus petit nombre de lits de soins intensifs par habitant, le NHS ne pouvait à la fois accueillir les malades du Covid-19 et remplir ses missions ordinaires. De nombreux soins et opérations urgents ont donc dû être repoussés par le NHS à une date ultérieure, avec des conséquences fatales.

Si l'incompétence de Johnson n'est pas la cause première de la gravité de la crise sanitaire, la liste de ses retournements mérite d'être rappelée. En février, il a d'abord dit qu'il fallait laisser circuler le virus pour que la population, une fois dépassé un certain seuil de contamination, atteigne une « *immunité de troupeau* ». Avec cynisme, il annonça qu'on verrait des proches mourir, mais que ces milliers de décès seraient bénéfiques à moyen terme, ce qui choqua même ses sympathisants. Alors que la pandémie progressait,

il se refusa à annuler courses hippiques et rencontres de football, pour ne déplaire ni à la bonne société ni au plus grand nombre. À ce stade, Johnson fanfaronnait encore en serrant des mains de patients et de soignants partout où il passait.

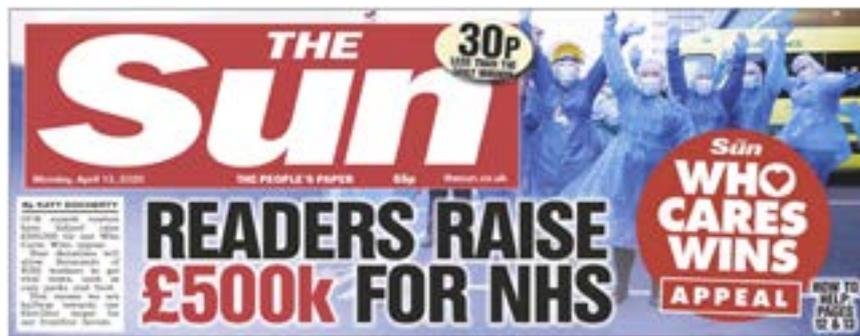
Début mars, Johnson déclarait « *la guerre au Covid* ». Mais ses premières « *mesures d'urgence* » ne furent que des préconisations, loin des mesures strictes prises en Chine ou ailleurs. Au nom du respect des libertés individuelles, il se contenta d'appeler chacun à respecter les gestes barrières, ce qui fit perdre un temps précieux à la lutte contre l'épidémie. Sa priorité était de ne rien faire qui puisse entraver les bonnes affaires de la bourgeoisie, grande, moyenne ou petite. Mi-mars, nouveau changement de cap : le gouvernement donnait 48 heures aux crèches, écoles et universités pour fermer. Mais la liste n'incluait ni les usines, ni les chantiers, ni les champs : les patrons étaient libres d'envoyer leurs salariés se faire contaminer. Le gouvernement ne se décida que le 21 mars à fermer pubs, restaurants et autres lieux de regroupement, et toujours pas les

usines. Comme l'expliquait le ministre de la Santé, Matt Hancock, « l'activité économique doit continuer ».

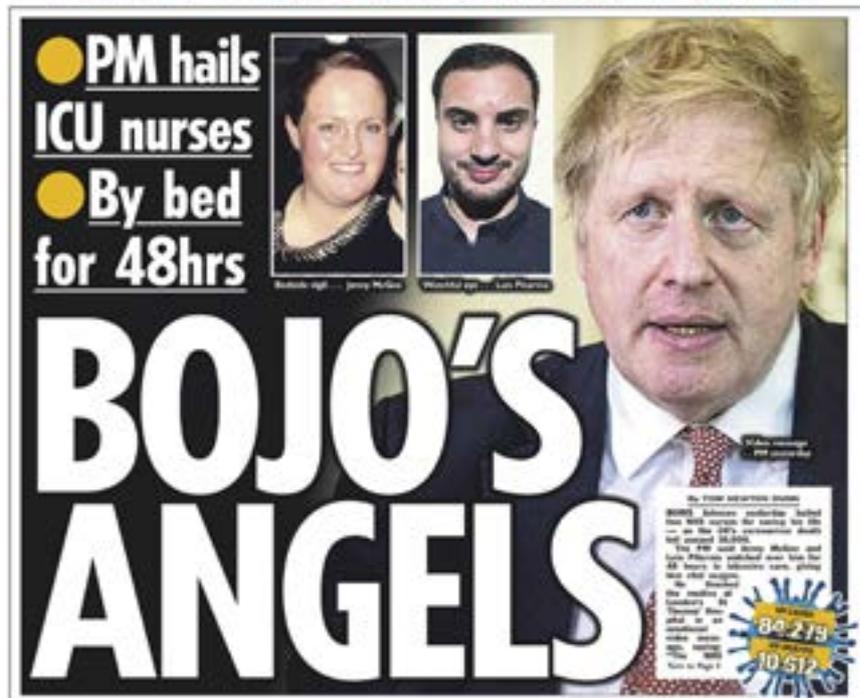
Ironie du sort, Johnson annonça le 27 mars qu'il était porteur du virus. Le 6 avril, il entra en soins intensifs. Cet épisode démontrait où pouvait mener l'inconscience dont Johnson avait fait preuve au départ. Mais à sa sortie de l'hôpital, le 12 avril, il joua sans vergogne sur la corde sensible, remerciant les soignants qui l'avaient pris en charge, une Néo-Zélandaise et un Portugais, deux de ces travailleurs étrangers à qui lui et ses amis conservateurs sont si fiers de rendre la vie dure, en créant un « environnement hostile » à l'immigration ! Ce cinéma ne suffit pas à cacher les mensonges du gouvernement. Fin avril, il n'admettait « que » 17 000 décès du Covid-19, mais cela n'incluait pas les décès, de plus en plus nombreux, dans les maisons de retraite ; la suite confirma que les vrais chiffres étaient deux à trois fois supérieurs. Même tromperie concernant le nombre de décès chez les soignants, estimé alors à 49, alors qu'il dépassait déjà la centaine.

Pendant le confinement, l'escapade – en infraction à la loi – du plus proche conseiller de Johnson, Dominic Cummings, le chef d'orchestre de la campagne pro-Brexit, fit scandale. Mais, dans l'opinion ouvrière, la défiance était déjà là, comme le montra l'attitude des parents d'élèves lorsque le confinement fut levé début juin : seul un enfant sur deux retourna alors à l'école. Il paraissait clair que les conditions d'un retour sans danger n'étaient pas réunies et que cette précipitation n'avait qu'un objectif : les libérer de la garde des enfants pour qu'ils puissent vite retourner se faire exploiter.

À la fin de l'été, malgré la recrudescence des contaminations, Johnson a encoura-



BATTLER BORIS DISCHARGED



Une fois n'est pas coutume, le très réactionnaire quotidien *The Sun* rend hommage à deux travailleurs immigrés, Jenny McGee et Luis Pitarma, surnommés « les anges de Bojo » (13 avril 2020).

gé les étudiants à rejoindre leur campus. Une année universitaire coûtant 9 000 livres en frais d'inscription, sans compter les autres dépenses, il n'était pas question de tarir ce flot d'argent, et la santé fut encore une fois reléguée au second plan. Mais, pour donner le change, Johnson n'a cessé ces dernières semaines d'annoncer des resserrages de vis : port du masque étendu, limitation de la taille des regroupements, fermeture des pubs et restaurants dès 22 heures, amendes en hausse pour les contrevenants, reconfinements localisés, découpage du pays selon trois niveaux d'alerte...

Ces annonces, qui ne comprennent toujours pas une ap-

plication sérieuse des gestes barrières sur les lieux de travail, sont d'abord une vitrine. Le système de santé n'est pas plus capable aujourd'hui qu'en mars d'éviter la saturation. Les embauches indispensables dans les services de soins n'ont pas eu lieu. Surtout, le dispositif de tests et de traçage, seule façon efficace d'endiguer le fléau, n'a jamais été au point : s'il y a plus de tests qu'en mars, il faut parfois parcourir des dizaines de kilomètres pour y accéder, et les résultats sont rarement connus sous 48 heures.

De mars à aujourd'hui, Johnson et son gouvernement ont donc navigué à vue, et cela s'est vu : selon les sondages, la confiance accordée au gouver-



Samedi 8 août 2020, des soignants manifestent dans tout le pays. Sur la pancarte : « Les applaudissements, c'était sympa. Une hausse de salaire, c'est mieux. »

nement a chuté de plus de 70 % au départ à moins de 35 % aujourd'hui. Mettre en avant Hancock et les experts du Sage (le groupe de conseil scientifique pour les urgences) n'a pas suffi à protéger Johnson du discrédit. Mais il a gardé son cap : mettre les ressources de l'État au service du capital, au mépris des intérêts des soignants, des travailleurs et de toute la population.

UNE LOURDE FACTURE POUR LES CLASSES POPULAIRES

Parmi les travailleurs, les soignants ont payé un prix particulièrement fort pour l'incurie des gouvernants. Le recours en urgence à du personnel supplémentaire (12 000 retraités, 23 000 élèves infirmiers et étudiants en médecine) fut un indice du fait que le NHS fonctionne en permanence en sous-effectif. Et ce renfort ne pouvait pallier la pénurie des masques et des blouses, que ce soit dans les établissements publics ou privés. Les soignants ont donc travaillé pendant des mois dans des conditions effrayantes. Mi-avril, sur 1,5 million de salariés du secteur de

l'aide à la personne, seuls 500 avaient bénéficié d'un test Covid-19. Johnson pouvait bien appeler à applaudir « nos héros » un soir par semaine, il les laissait monter au front sans munitions.

En juillet, le ministre de l'Économie, Rishi Sunak, un ancien de la banque Goldman Sachs, a annoncé une augmentation de salaire pour 900 000 des 5,5 millions de fonctionnaires. Mais, outre qu'elle était prévue de longue date, elle excluait les infirmières et n'incluait que 200 000 du million et demi de travailleurs du NHS, dont les salaires réels ont pourtant baissé de 14 % depuis 2010 ; elle excluait aussi les aides à domicile et les employées des maisons de retraite, quasiment toutes employées dans le privé, souvent sous contrat précaire, parfois pour un salaire inférieur au salaire minimum légal¹.

Au-delà des soignants, c'est toute la classe ouvrière qui a payé et continue de payer le prix de la crise sanitaire et de sa gestion calamiteuse par le gouvernement. Certains, confinés chez eux, ont touché les 94,85 livres par semaine (107 euros) auxquels donne droit un arrêt maladie. Des millions d'autres

travailleurs, dans cette économie où les petits boulots sont la norme (la *gig economy* – de gig, concert, les musiciens étant souvent payés au cachet), se sont retrouvés sur le carreau du jour au lendemain. Pour les plus de 4 millions déclarés comme auto-entrepreneurs, pour le million ayant signé un contrat zéro heure² et pour le million employés en intérim, aucune aide n'était prévue.

Johnson leur suggéra de s'inscrire au Crédit universel, pot-pourri d'aides sociales et d'allocation-chômage, qu'ils ne pourraient toucher qu'au bout de cinq semaines, le temps que leur dossier soit traité. En avril, le nombre de bénéficiaires du Crédit universel a donc augmenté de 2,5 millions, pour dépasser 5 millions en août. Mais les allocations versées sont souvent insuffisantes pour vivre. Quant à ceux qui n'ont pas pu prétendre à cette aumône, ils sont venus allonger les files d'attente des soupes populaires. Et le nombre officiel de demandeurs d'emploi a connu entre mars et avril une hausse spectaculaire (+ 850 000), la plus forte depuis un demi-siècle, pour atteindre 4 millions fin juin. La foule des chômeurs a encore grossi depuis, avec l'arrivée sur le marché du travail de 700 000 jeunes diplômés.

Johnson a prétendu se préoccuper du peuple avec le lancement fin mars du furlough scheme, dispositif de chômage partiel par lequel l'État a pris en charge le paiement de 80 % du salaire des dix millions de travailleurs ne pouvant plus travailler. Ce plan, baptisé Job Retention Scheme (plan pour la préservation de l'emploi), prévu pour durer quatre mois, a été prolongé jusqu'à fin octobre et le sera encore, avec des restric-

- 1 Le salaire minimum n'a été instauré qu'en 1998. La loi prévoit plusieurs minima (de 4,15 livres de l'heure pour un apprenti de 16 ans à 8,21 livres pour les plus de 25 ans), tous insuffisants.
- 2 Les contrats zéro heure, introduits dans les années 1990 et généralisés depuis les années 2010, sont des CDI liant le travailleur à un employeur sur une base permanente, mais sans lui garantir de revenu mensuel minimum : le salarié, censé être disponible, peut être appelé à travailler à temps plein, partiel, ou pas du tout.

tions. Mais, loin d'être un acte de générosité sur les salaires, qui ont subi une baisse de 20 % rarement compensée par l'employeur, ce geste a d'abord été un cadeau au patronat, qui a ainsi fait des économies colossales sur la masse salariale.

Enfin, dans les services publics vitaux, le BTP, l'industrie, des millions de travailleurs n'ont eu d'autre choix que d'aller travailler. Cela impliquait non seulement du stress mais des risques physiologiques. Car, dans les transports en commun, la promiscuité était inévitable ; et, sur les lieux de travail, aucun contrôle digne de ce nom n'était réalisé, si peu nombreux sont les inspecteurs du travail. Dans les abattoirs, les foyers épidémiques se sont multipliés : 70 contaminés chez Rowan Foods, 150 chez Kober, jusqu'à 200 chez Two Sisters, etc.

Dans la population recensée comme BAME (Black, Asian and other Minority Ethnic : Noirs, Asiatiques et membres d'autres minorités ethniques), on a compté trois fois plus de victimes du Covid-19 que dans le reste de la population chez les femmes, quatre fois plus chez les hommes. Car, si ces travailleurs ne représentent que 10 % de la population active, le NHS ne pourrait pas fonctionner sans eux et ils représentent autour de 20 % des livreurs et des caissières, et plus de 30 % des agents de sécurité.

La note a aussi été payée par les familles ouvrières, suscitant un coup de gueule de Marcus Rashford, footballeur métis d'origine modeste. Dans une lettre ouverte à Johnson, il rappela que plus de 25 % des enfants britanniques vivaient sous le seuil de pauvreté avant la pandémie et que plus de 200 000 n'avaient pas eu leurs trois repas par jour pendant

le confinement. Gêné, le gouvernement s'est senti obligé de continuer à verser pendant l'été le bon d'achat de nourriture de 15 livres par semaine auquel ont droit les familles les plus pauvres.

LE PACTOLE POUR LE GRAND CAPITAL

Dans sa gestion chaotique de l'épidémie, le gouvernement Johnson a eu pour boussole la sauvegarde des intérêts des capitalistes. Dès le départ, Johnson s'est empressé, comme Trump et Macron, de rassurer les marchés. Aux bourgeois qui craignaient une paralysie totale de leur économie, rien ne fut imposé. Ainsi, quand Nissan, BMW ou Toyota ont commencé à renvoyer les ouvriers chez eux, ce ne fut pas sur ordre du gouvernement, mais parce qu'ils manquaient de pièces. Début juillet, Rishi Sunak a offert 1 000 livres par an de prime à tout employeur recrutant un jeune entre 16 et 24 ans sur un contrat de 25 heures par semaine, payé 520 livres par mois. Mais le plus gros cadeau est le prétendu plan de sauvegarde de l'emploi, incluant un financement du chômage partiel pour lequel l'État empruntera cette année 350 milliards aux banques, alourdissant encore la dette publique déjà gonflée par le renflouement des années 2008 et suivantes³. La Banque d'Angleterre joue son rôle dans cette opération d'assistantat, assurant aux capitalistes qu'ils bénéficieront cette année de subventions exceptionnelles au nom de la recherche et du développement.

Les aides publiques au capital ont été versées sans contrepartie. Ainsi, des groupes ayant bénéficié des largesses de l'État,

comme Rolls Royce et British Airways (BA), ont annoncé respectivement 9 000 et 12 000 licenciements⁴. Se sont depuis ajoutées 4 500 suppressions de postes chez EasyJet et 12 000 dans la grande distribution. Fin août, le nombre d'emplois détruits s'élevait à 750 000, et la saignée se poursuit. Ceux que Johnson appelle à applaudir au même titre que les soignants (« *nos innovateurs, nos créateurs de richesses, nos capitalistes et nos financiers* ») ne veulent pas perdre un penny dans la crise en cours, bien que les actionnaires se soient partagé 110 milliards de livres en 2019. Derrière les discours de Johnson sur « *notre nation unie contre le Covid-19* », il est patent que les cadeaux sont pour les exploités, les sacrifices pour les exploités.

Dans ce contexte, l'opposition parlementaire, le Parti travailliste, dénonce les bévues du Premier ministre, mais est muette sur les agissements du patronat. C'est logique, car son leader Keir Starmer souhaite d'abord rappeler à la bourgeoisie qu'il est prêt à prendre la relève de Johnson quand celui-ci sera trop discrédité. Quant au TUC (Trades Union Congress), organisation regroupant la quasi-totalité des syndicats, ses revendications principales sont le prolongement du chômage partiel et la création d'« *emplois verts* » pour compenser les emplois détruits, rien qui puisse armer les travailleurs face à leurs exploités.

LE NHS : DES DYSFONCTIONNEMENTS QUI REMONTENT LOIN

Les pénuries dont souffre le NHS ne datent pas d'hier. Fondé en 1948, le NHS fut dès ses ori-

3 L'État emprunta alors plus de 150 milliards de livres aux banques, et offrit des prêts pour un montant de 500 milliards.

4 Chez BA, les licenciés ont le droit de postuler pour se faire réembaucher, à un tiers, voire la moitié de leur ancien salaire.

gines un outil pour permettre aux capitalistes de rebâtir leur économie au moindre coût. Dans les proclamations du gouvernement travailliste d'alors, il s'agissait de veiller à ce que tous puissent bénéficier, « *du berceau jusqu'à la tombe* », de soins accessibles, gratuits et de qualité. Ce ne fut jamais le cas. La mutualisation des coûts permit au patronat de ne pas verser des salaires trop élevés tout en disposant de travailleurs en suffisamment bonne santé. Mais l'accès aux médicaments, les soins dentaires et oculaires ne furent jamais gratuits.

Malmené par les gouvernements de gauche des années 1970, le NHS fut privatisé de manière systématique par les gouvernements de droite des années 1980 et 1990⁵. Le Premier ministre travailliste Blair (1997-2007) poursuivit le processus engagé sous les conservateurs Thatcher et Major, notamment en confiant la restauration des hôpitaux publics à des partenariats public-privé qui laissèrent le NHS surendetté. Après la crise financière de 2008-2009, pour désendetter l'État, les gouvernements conservateurs Cameron (2010-2016) puis May (2016-2019) imposèrent au NHS comme à tous les services publics une cure d'austérité, un démembrement entériné, en 2012, par la Loi sur la santé et la protection sociale. Ces coupes claires sont pour beaucoup dans la catastrophe en cours. Une étude de 2016 en prévision d'une pandémie avait mis en évidence la nécessité de doter le pays d'un stock de respirateurs, recommandation restée lettre morte car jugée trop coûteuse.

La privatisation du système de santé explique une large part du fiasco sanitaire car, pour les acteurs privés présents à tous les étages, le retour sur investissement prime sur le bien-être collectif, et l'État

bourgeois ne regarde jamais à la dépense quand il s'agit de jouer son rôle de vache à lait. Quand Hancock a jeté pour 17,5 millions de livres de tests non fiables, il n'a pas demandé au fournisseur de rembourser la facture. Pire, le gouvernement a confié en mai l'organisation des tests à la compagnie Deloitte, dont la spécialité est... la comptabilité. Elle-même a sous-traité la tâche à Sodexo, Boots, Serco, etc., sociétés guère plus expertes. Il y avait des contrats avantageux à la clé, et tant pis si les cafouillages rendaient impossibles tout traçage et isolement des malades. Des géants pharmaceutiques comme GSK ou AstraZeneca ont peut-être été moins inefficaces mais ont eux aussi prélevé leur part du gâteau. Au final, des millions ont été aspirés par des consultants et prestataires comme PricewaterhouseCoopers ou McKinsey, en échange de services douteux. Un raté significatif a été l'ouverture en urgence, au mois d'avril, de six hôpitaux temporaires, dont les activités ont été suspendues dès le mois de juin alors que certains n'avaient pas accueilli un seul malade du Co-

vid-19. L'opération avait coûté 220 millions de livres.

Pour cacher ces dysfonctionnements, pour éviter d'avoir à faire le bilan de décennies d'austérité et de privatisation, Johnson a menti encore et encore. Tant que la production de masques était insuffisante, il a exprimé des doutes quant à leur utilité. Il a surestimé le nombre de tests réalisés à l'échelle du pays. Ces mensonges en série n'ont pas aidé à ce que les rares mesures réellement utiles soient prises au sérieux par la population. Maintenant que la deuxième vague est là, les mêmes causes vont conduire aux mêmes effets. Et c'est d'autant plus frustrant que, même démantelé et asphyxié, le secteur public disposerait des compétences pour faire face à l'épidémie bien mieux que les entreprises privées, que ce soit au sein de la partie non encore privatisée du NHS ou dans les universités. En ce sens, la crise en cours démontre à la fois la faillite de la gestion bourgeoise de la santé et la nécessité d'une collectivisation véritable du système de soins.

Un autre problème a été la



Fin avril à Londres, l'hôpital d'urgence ouvert dans un hall d'exposition reconverti pour accueillir jusqu'à 4000 patients n'avait traité que 40 malades du Covid.

⁵ 83,5% des maisons de retraite sont aujourd'hui privées, résultat d'un tournant pris dans les années 1990.

décentralisation des décisions dans le domaine de la santé, conséquence de la dévolution des pouvoirs introduite en 1998-1999. Ainsi les mesures prises en Angleterre ne s'appliquent pas automatiquement au pays de Galles, en Écosse ou en Irlande du Nord. Prendre des distances avec les mesures décidées à Londres a été un moyen de se distinguer pour les politiciens gallois, écossais ou nord-irlandais. Une réponse plus centralisée aurait été préférable.

Ce qui a rendu la crise sanitaire si grave, c'est l'ampleur des dégâts causés par la précarisation du monde du travail depuis les années 1970. Plus marquée encore qu'en France, elle a vu l'espérance de vie reculer ces dernières années dans les régions et quartiers les plus pauvres. L'offensive patronale des dernières décennies, menée avec la complicité de gouvernements de droite comme de gauche, a fragilisé la santé de pans entiers de la population, les rendant spécialement vulnérables à l'épidémie.

DU COVID AU BREXIT

La pandémie a touché le Royaume-Uni alors qu'il entraînait dans les eaux troubles du Brexit. Rappelons que l'organisation d'un référendum sur le sujet le 23 juin 2016 n'a pas été voulue par le grand patronat britannique. Il s'agissait d'un pari politique, celui de Cameron, qui espérait faire taire l'aile europhobe du Parti conservateur. Le résultat du vote ne fut pas celui qu'il escomptait, ni celui que la grande bourgeoisie, favorable au maintien

dans l'Union européenne (UE), aurait préféré. Mais, une fois le Royaume-Uni engagé sur la voie du Brexit (fixé au 31 décembre 2020), les capitalistes ont exigé de May puis de Johnson qu'ils négocient un Brexit à leur avantage. Quand Johnson prétend faire du Royaume-Uni un paradis fiscal sans droits sociaux, à une encablure de l'UE, c'est un projet, déjà en partie réalisé, qui ne peut pas déplaire au patronat britannique, même s'il se serait bien passé des incertitudes qui accompagnent cette transition.

Sur un plan strictement politique, quand le virus a frappé, Johnson et ses Brexiteurs ont tenté d'exploiter la situation à leur avantage, sans crainte du ridicule. Ils prétendent que le pays se portera mieux en se protégeant de l'extérieur, même si la pandémie démontre qu'aucune frontière n'est infranchissable. Ils ont mis « *l'esprit du Blitz* » (la résistance britannique au Blitzkrieg allemand, la guerre éclair, en 1940-1941) à toutes les sauces, même si les champions britanniques de fabrication de respirateurs s'appellent Thales, Siemens, General Motors et Ford ! Ils ont ressuscité la vieille peur du « péril jaune ». Mais si ces surenchères prêtent à rire, elles ne sont pas gratuites, puisqu'elles sont un moyen commode pour Johnson de faire diversion et de tenter de faire oublier sa responsabilité dans la crise.

Dans les négociations en cours avec l'UE, les récentes provocations de Johnson visent simultanément à flatter son électeurat et à arracher un accord favorable aux entreprises britanniques. Mais il n'est pas exclu qu'elles aboutissent à une

absence d'accord (un No Deal) dont les conséquences sur l'économie britannique pourraient être néfastes. L'économie britannique, comme toute l'économie mondiale, était déjà mal en point avant la pandémie. On ne peut que constater qu'en Grande-Bretagne le cocktail Covid-Brexit noircit encore un horizon économique et politique déjà gros de menaces.

Au Royaume-Uni comme ailleurs, la crise sanitaire connaît un rebond depuis la mi-septembre, et la crise économique et sociale s'accroît. Le chômage réel y est monté en flèche, rappelant la crise de 2008-2009, quand il avait doublé même dans les statistiques officielles⁶. La crise en cours rappelle aussi la Grande Dépression d'après 1929 et ses années de vaches maigres pour des millions de travailleurs, plongés dans la pauvreté avant de l'être dans la guerre. Certes, le niveau de vie des travailleurs britanniques reste plus élevé qu'il y a un siècle, ne serait-ce que parce que le Royaume-Uni est une puissance impérialiste qui, même privée de son empire, continue de piller les richesses de la planète. Mais c'est un recul social sans précédent qui est en cours, tant le patronat est décidé, pour sauvegarder ses profits, à saigner le monde du travail.

Pour ne pas laisser leurs conditions de vie revenir des décennies en arrière, les travailleurs britanniques, comme tous les prolétaires, n'auront pas d'autre choix que de lutter pour arracher le contrôle de l'économie à la classe capitaliste.

20 octobre 2020

6 Il suffit aujourd'hui d'avoir travaillé une heure dans la semaine pour ne pas être comptabilisé comme chômeur.



La chasse, son business, les chasseurs et leur défense de la nature

La chasse est l'une des activités les plus anciennes de l'humanité. En France, elle demeure aujourd'hui, avec de tout autres finalités que par le passé, au centre de nombreuses controverses entre les organisations qui parlent au nom des chasseurs, tout en se proclamant les premiers écologistes de France, et ceux qui se posent en défenseurs de la nature. Après d'autres, Macron se présente en ami des chasseurs et ne cache pas ses accointances avec la Fédération nationale des chasseurs et son actuel président, Willy Schraen. La chasse à l'électeur est de longue date ouverte toute l'année et sur tout le territoire ! Quant à la chasse elle-même, il s'agit d'une activité dont les enjeux dépassent de très loin ces questions.

DROIT DE CHASSE ET DROIT DE PROPRIÉTÉ

Face à leurs opposants, les porte-parole des puissantes fédérations de chasseurs mettent en avant, parmi d'autres arguments, l'idée que la chasse serait une liberté individuelle, un droit historique conquis à la faveur de la révolution de 1789, et donc à défendre. Mais cette affirmation passe à côté du fait que ce droit fut alors établi, conformément à l'orientation même de cette révolution bourgeoise, en faveur des seuls propriétaires.

Durant les siècles précédents, elle était progressivement devenue l'apanage de la noblesse à des fins de loisir, l'un des symboles aussi de son parasitisme. Le pouvoir royal, s'attribua pour sa part le privilège de traquer les animaux lors de chasses à courre dans les réserves de chasse de ses domaines. La masse des petits paysans, métayers ou fermiers, qui auraient pu trouver dans la chasse une source de nourriture pour améliorer leur piètre



1789 : le tiers état, représenté ici par un paysan, impose la voie à suivre à la noblesse et au clergé. Au fil de son épée, un lapin et, à terre, trois oiseaux abattus : le privilège de chasse de la noblesse est aboli. Mais celui de la bourgeoisie le remplacera bientôt.

alimentation, en furent exclus, ainsi que du droit de pêche. Il en allait un peu différemment sur certains prés communaux ou dans des zones de montagne où l'emprise des féodaux était faible.

Quant aux braconniers, ou dénoncés comme tels, ils furent longtemps châtiés par la peine de mort ou par l'envoi aux galères pour avoir, à leur manière, attenté à cet ordre social inique.

Marque de domination et d'oppression, cause également de dégâts importants sur les cultures, l'unique ressource des paysans, le monopole de la noblesse sur la chasse entretenait la haine des petits paysans. Il fut l'objet de maintes dénonciations dans leurs cahiers de doléances rédigés à la veille de la révolution de 1789. Et il fut l'un des tout premiers privilèges abolis le 4 août 1789, sous la pression des masses paysannes et de la peur qu'elles exerçaient sur les possédants. Le droit de chasse pour tous fut alors arraché. Mais, après avoir été contraints de concéder la fin des droits féodaux de la noblesse, les grands propriétaires terriens ne tardèrent pas à remettre le bas peuple à sa place. Prétextant une chasse frénétique, voire une « Saint-Barthélemy des petits lapins », la bourgeoisie interdit la chasse, sauf avec son autorisation, à tous ceux qui n'étaient pas propriétaires de terres, y compris à ceux qui les exploitaient en tant que fermiers. La nouvelle classe dirigeante ne supportait pas l'atteinte, par de « mauvais chasseurs »¹, au droit de propriété protégé par le nouveau régime. La chasse, voire le braconnage, risquaient en outre de détourner les paysans de leur travail. Le mépris de classe était fait loi. Le seul « bon chasseur », pour reprendre les termes d'un sketch fameux, était le propriétaire.

D'un loisir et d'un plaisir réservés à l'aristocratie, la chasse devenait un monopole lié à la légitime défense des biens et des récoltes du bourgeois propriétaire. Et un droit qui se transmettait avec l'héritage. Ce principe ne fut remis en cause (et sur une partie du territoire français seulement) qu'en 1964, avec la loi Verdeille. Celle-ci contraignit les propriétaires de moins de 20 hectares à adhérer aux associations communales ou intercommunales de chasse, tout en permettant la chasse sur leurs terres sans leur consentement.

LES CHASSES GARDÉES DE LA BOURGEOISIE

La grande bourgeoisie, enrichie par les profits tirés de l'exploitation du prolétariat, acquit de gigantesques propriétés aux dépens de la petite paysannerie progressivement ruinée. Louer le droit de chasse sur ses propriétés était de plus en plus profitable. Ainsi, vers la fin du 19^e siècle, cette pratique fournissait un revenu équivalent, voire supérieur, au produit de la terre elle-même. Avec la construction d'un réseau de voies ferrées, qui permit de relier les villes aux campagnes, la possession d'une réserve de chasse et d'un domaine forestier, très utile aussi aux grands consommateurs de bois qu'étaient encore les maîtres de forges, trouva un nouvel intérêt. Tout bourgeois se devait alors de posséder ses chasses gardées, au sens premier du terme, par des gardes armés. Ainsi pour la seule région Centre, à la veille de la Première Guerre mondiale, ces domaines occupaient-ils 316 712 hectares dans l'Allier, 243 066 hectares dans le Cher, 213 317 hectares dans le Loiret, 219 140 hectares dans la Nièvre, 204 492 hectares dans l'Indre et

144 567 hectares dans le Loir-et-Cher ! Au total, ces terres réservées aux plaisirs et aux réunions mondaines de la grande bourgeoisie et de ses courtisans couvraient 12,13 millions d'hectares du territoire, plus du quart du territoire, pour l'essentiel non cultivés.

Un siècle et demi plus tard, la Sologne, où Jean Renoir situe l'action de son film *La règle du jeu* et sa partie de chasse, demeure la Mecque des bourgeois chasseurs. Nombre de grands patrons et financiers, les Bouygues, Bich, Seydoux, Dassault, par ailleurs fondateur du magazine *Jours de chasse*, y possèdent d'immenses propriétés, achetées à prix d'or, avec leurs gardes-chasse, leurs jardiniers et domestiques. Ils y invitent leurs semblables ou leurs obligés. Là, des centaines de faisans, élevés dans la propriété et lâchés à l'occasion, ou achetés à des élevages spécialisés, peuvent être tirés, avec bien d'autres animaux prétendument sauvages, souvent importés, en une seule journée.

Posséder de telles réserves fermées (il en existerait 1 200 en France) permet en outre de ne pas être contraint par les dates d'ouverture de la chasse. Car la chasse, bien qu'il soit plus juste en l'occurrence de parler d'abattage, peut y être pratiquée toute l'année, sans même que les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) chargés du contrôle de la chasse, aient le droit d'y pénétrer. La seule condition à ce privilège est qu'une habitation s'y trouve. Le plus souvent, il s'agit de véritables châteaux. La bourgeoisie a décidément tous les traits du parasitisme de l'Ancien Régime. À ses côtés, on retrouve tous les débris de la noblesse, qui est loin d'avoir été entièrement expropriée. La chasse à courre, interdite depuis le Hunting Act de 2004 en Angleterre,

1 Expression tirée d'un texte de 1789 sur « l'abus qu'on a fait du droit de chasse ».



Scène de chasse à courre : un vestige des privilèges et des mœurs de l'Ancien Régime.

où elle restait un symbole persistant du poids social de l'aristocratie, est restée quasiment jusqu'à aujourd'hui la chasse gardée de l'aristocratie. Elle reste pratiquée en Irlande du Nord, de même qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande, où des animaux, notamment des renards, ont été importés pour satisfaire ses adeptes !

Et gare aux gêneurs. Olivier Dassault, avec ses appuis au cœur de l'État, a ainsi pu s'opposer à la création d'un village de vacances près d'une de ses propriétés, tandis que Martin Bouygues a empêché la création d'une aire de gens du voyage aux abords de son très vaste domaine.

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AUX PRIVILÈGES DE LA BOURGEOISIE

À partir de la deuxième moitié du 19^e siècle, on assista certes à une relative démocratisation du droit de chasse, y compris en périphérie des grandes villes, avec l'instauration d'un permis dès 1844. De 125 000, le nombre

de détenteurs s'éleva à 450 000 vers 1900 et à 600 000 en 1914. La bourgeoisie dite radicale, qui aimait à se poser en défenseuse des acquis de 1789 et des modestes propriétaires contre les grands, y trouva pour des décennies une partie de sa base électorale dans les campagnes. Dans leur presse, les propriétaires des chasses gardées se défendaient à leur tour au nom de la Révolution française, arguant, non sans raison, que la révolution avait lié le droit de propriété et le droit de chasse. S'y attaquer, c'était « pire que le collectivisme, le communisme », s'écria un député en 1892 à propos d'un projet visant à transférer aux communes les droits de chasse. La loi de 1901 sur les associations permit la création de sociétés de chasse, mais celles-ci restèrent sous l'emprise des gros propriétaires. Il y avait cependant incontestablement une forme de revanche sociale chez certains ouvriers et petites gens à prendre le fusil et à défier le privilège des propriétaires.

Le mouvement socialiste français dénonçait cette em-

prise de la grande bourgeoisie sur les terres. Dans son programme, le Parti ouvrier de France de Jules Guesde, favorable à la collectivisation des grands domaines, réclamait sans réserve « la liberté de la chasse et de la pêche, sans autre limite que les mesures nécessaires à la conservation du gibier et du poisson et la préservation des récoltes », ainsi que l'interdiction des chasses réservées, et de leurs gardes-chasse. Il faut dire que la justice continuait de s'abattre chaque année sur des milliers de contrevenants au droit de chasse, considérés et punis comme des braconniers. Jules Guesde ajoutait que, « sous l'état social actuel », ce serait une illusion de croire que les ouvriers et les petits paysans puissent réellement jouir pleinement de ce droit sans remettre en cause l'exploitation elle-même. En 1896, avec un autre parlementaire, il déposa une proposition de loi visant à instaurer un impôt sur ces chasses gardées, dans le but d'alimenter un fonds de secours pour les mères chargées de famille frappées par la pauvreté. Ils expliquaient : « La législation de 1789 a enlevé au pouvoir royal le droit exclusif de la chasse pour en faire un droit du propriétaire privé. En fait, elle n'a fait que remplacer un abus royal par un abus bourgeois du propriétaire. Nous cherchons en vain ce que la classe ouvrière a gagné à cette substitution. » Il faudra attendre 1918 pour qu'une première taxe soit imposée.

Mais, plus que la chasse, le mouvement socialiste soulignait le profond mouvement de dépossession progressive de la terre et de ruine de la petite paysannerie que les deux guerres mondiales allaient accélérer et qui n'allait d'ailleurs pas cesser jusqu'à aujourd'hui, avec la désertification des campagnes et la domination de l'agro-industrie.

L'INDUSTRIE DE LA CHASSE : UNE AFFAIRE PROFITABLE

La chasse est aujourd'hui une activité générant selon certaines sources près de 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires. La Fédération nationale des chasseurs invoque également les 27 800 emplois qui y seraient liés d'une façon ou d'une autre.

Outre les armes, les munitions, les équipements divers, cette activité comprend de multiples branches. À commencer par l'élevage. Car, on l'ignore parfois, une bonne part des animaux chassés chaque année (la moitié peut-être) ne sont pas des prélèvements effectués sur la nature, une régulation imposée en quelque sorte par la disparition de certains prédateurs de leurs milieux naturels. Chaque année, des millions de faisans, de perdrix, de lapins, de sangliers et de canards sont élevés dans le seul but de satisfaire la passion des chasseurs. Des croisements d'espèces ont aussi été opérés dans ce but, y compris avec le soutien d'organismes publics. À elle seule, cette activité représenterait 10 000 emplois et une source non négligeable de profits pour les grosses sociétés qui la dominent et exportent un tiers de la production (principalement vers l'Angleterre et l'Espagne, mais aussi en Amérique). À l'instar de la société Gibovendée, récemment dénoncée par l'association L 214 pour les conditions d'élevage atroces de ses faisans.

Ces industriels et les chasseurs qui utilisent leurs productions mettent en avant le fait qu'une grande partie de ces animaux ne sont pas abattus. C'est juste mais, n'étant pas du tout adaptés à la vie sauvage, relâchés par cargaisons entières, leur espérance de survie est des plus faibles, quelques jours le plus souvent. On est donc très loin d'une démarche de protec-



Un des élevages de faisans et de perdrix destinés à la chasse de la société Gibovendée.

tion durable de la faune et de l'environnement.

Autre source non négligeable de revenus pour les propriétaires : la location aux chasseurs de leurs terres, en premier lieu des forêts. On estime son rapport annuel à environ 60 euros par hectare. Les propriétaires de forêts privées, qui possèdent les trois quarts des forêts françaises, louent ainsi 1,4 million d'hectares pour la chasse. L'État n'est pas en reste et concède aux chasseurs 70 % des forêts domaniales, générant quelques dizaines de millions d'euros d'impôts. Les communes font de même. Plus généralement, la chasse n'est véritablement interdite que dans la zone centrale de cinq parcs nationaux de métropole totalisant 0,5 % du territoire.

PROTÉGER LES ÉLEVEURS, LA NATURE, RÉGULER LES ESPÈCES ?

Le retour depuis une quinzaine d'années de meutes de loups dans de nombreux départements, survenant après la réintroduction de quelques ours slovènes dans les Pyrénées où ils avaient disparu, a fait couler beaucoup d'encre. Cela a entraîné un certain nombre de mobilisations d'éleveurs contre leur présence, et celle aussi des chasseurs, pour lesquels ces quelques préda-

teurs sont d'une certaine manière des concurrents.

On peut évidemment comprendre l'angoisse de certains bergers et petits éleveurs, tout particulièrement dans les zones de moyenne montagne, dont l'activité, déjà précaire, se trouve affectée, malgré d'importantes indemnités, par les attaques de loups et le stress qu'il entraîne parmi les ovins. Mais il faut une dose certaine de mauvaise foi pour instrumentaliser leur colère et prétendre, comme ont pu le faire certains chasseurs et paysans, que leur survie dépendrait de l'abattage de quelques animaux sauvages !

Le capitalisme a nourri depuis des décennies des hordes autrement plus dévastatrices et nuisibles.

La désertification des campagnes, et à l'inverse l'urbanisation sans contrôle, la disparition des petits commerces au profit de cultures commerciales et de la grande distribution ont en effet de longue date entraîné la ruine des petits paysans et la dislocation de nombreux éléments de la vie sociale dans les campagnes : fermeture des écoles, des postes ou des petites gares, voire des lignes ferroviaires elles-mêmes, etc.

C'est bien cette disparition des habitants, des emplois, comme ceux de bergers, et des activités dans les campagnes qui a favorisé la réinstallation

de quelques centaines de loups, et qui rend leur présence menaçante pour certains éleveurs. En Espagne comme en Italie, ils sont présents depuis des décennies en grand nombre et n'ont pas suscité de telles levées de boucliers, et surtout de fusils, des habitants.

Et il va de même pour nombre d'espèces menacées dans les zones de montagne, dont les effectifs se sont effondrés, non pas en raison de la présence de chasseurs ou de prédateurs, mais à la suite de la création puis de l'extension des domaines skiables, de l'exploitation forestière, voire des conséquences du réchauffement climatique.

La prolifération des sangliers constitue elle aussi, mais à une plus large échelle, un véritable problème dans les campagnes en raison des dégâts sur les cultures, et dans les zones urbaines, où ils seraient à l'origine de 5 000 accidents de la circulation. Les chasseurs l'invoquent pour justifier leur action régulatrice et leur utilité sociale. Mais, il y a au fond bien peu de mécanismes « naturels » dans ce phénomène. De quelques dizaines de milliers dans les années 1960, le nombre de sangliers dépasse le million depuis les années 2000. Cela s'explique avant tout par les lâ-

chages d'animaux d'élevage, marginaux aujourd'hui mais longtemps pratiqués, et par l'essor considérable des cultures de maïs, dont les sangliers raffolent et qui occupent désormais un champ sur quatre en France (et ce pour une production destinée à 88,3% à l'alimentation animale). Conscients des dégâts occasionnés (de 20 à 30 millions d'euros par an), mais désireux de ne pas voir disparaître ce potentiel gibier, les fonds gérés par les sociétés de chasse indemnisent les agriculteurs, paient, voire installent des clôtures. D'ailleurs, si un propriétaire s'oppose à la chasse sur ses terres, il ne pourra pas être indemnisé. Cela explique l'importance prise ces dernières années par la question de la présence, et donc de la chasse, des sangliers. En Alsace, celle-ci est même ouverte la nuit, « si la luminosité naturelle permet leur identification ». La loi ne précise pas si la luminosité doit permettre l'identification des éventuels promeneurs.

Le mot d'ordre de défense de la nature, invoqué par les écologistes, n'a pas davantage de sens, tant il est vrai que notre environnement a lui-même été totalement transformé, voire façonné, par les activités humaines. Il est heureux par

exemple que celles-ci soient parvenues au cours des siècles passés à assécher les zones marécageuses, certes riches en certaines espèces animales, mais où proliféraient les germes à l'origine de nombreuses maladies, notamment la malaria. Le film *Ridicule*, qui évoque les projets d'assainissement des marais de la Dombes au 18^e siècle, et la détresse des paysans qui y vivaient, l'a illustré de façon remarquable, tout en montrant qu'il fallut pour leur réalisation attendre le renversement de la monarchie. Bien des espaces « naturels » actuels ont à l'inverse été recréés artificiellement. Les chasseurs, qui contribuent à leur entretien, font donc valoir que, sans leur concours, les oiseaux migrateurs qu'ils chassent auraient disparu depuis longtemps.

Ils sont de la même façon, même si c'est à des fins opposées, des défenseurs des haies, largement disparues à la suite des remembrements successifs, car elles servent de refuge à de nombreux animaux. Chasseurs et organisations écologistes se disputent donc sur le terrain le titre de plus grand défenseur de la faune et de la nature. Il est certes plus difficile aux partisans de la chasse de justifier sur ce plan les 5 000 à 10 000 tonnes de plomb déchargées dans la nature chaque année par les munitions. La concentration en plomb dans la viande de gibier est d'ailleurs un tel problème que l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) recommande de ne pas en manger plus de trois fois par an!

LA CHASSE AUX ÉLECTEURS

Le million de chasseurs constitue une population qui, tout en étant en recul sensible actuellement, est loin d'être menacée de disparition. Et il y a longtemps que les politiciens,



Manifestation d'éleveurs à Gap devant la préfecture des Hautes-Alpes : « Le loup ou nous, il faut choisir », en août 2019.

RIVA PRESS/LIONEL PRÉAU



Macron prenant le bras de Thierry Coste, en compagnie de Willy Schraen, deux représentants de la Fédération nationale des chasseurs, ici en 2017.

prompts à parler au nom de la défense de la France rurale, des territoires et des traditions, les caressent dans le sens du poil. À la fin des années 1980, une partie d'entre eux se sont eux-mêmes constitués en parti, dont le nom, CPNT (Chasse, pêche, nature et traditions), se voulait un programme. Voulant faire entendre les intérêts de ses membres, il s'est présenté à plusieurs reprises aux élections, obtenant par exemple 6,77 % des voix aux élections européennes de 1999, 1,67 % à l'élection présidentielle de 2002, et bien davantage à de multiples scrutins locaux, notamment dans le Sud-Ouest ou dans le Nord. Ayant l'oreille d'une fraction de l'électorat populaire, CPNT s'est assez vite, à l'instar de ses deux premiers chefs de file, Jean Saint-Josse et Frédéric Nihous, clairement positionné très à droite sur l'échiquier politique, se ralliant à Sarkozy, entrant dans l'UMP, avant de se transformer en LMR (Le Mouvement pour la ruralité).

Le lobby des chasseurs, mais plus encore celui des plus riches d'entre eux, s'exprime davantage aujourd'hui par l'entremise de la puissante et riche Fédération nationale des chasseurs, dont le président, Willy Schraen, a ses entrées à l'Élysée et ne cesse d'encenser « l'implication personnelle du

président » et « sa vigilance de tous les instants ». Ayant obtenu de Macron, à la veille des élections européennes de 2019, que le prix du permis national soit divisé par deux, Schraen lui est d'une certaine façon redevable. Il s'est même vanté d'avoir retiré ses troupes des ronds-points après le déclenchement du mouvement des gilets jaunes : « Si j'avais pas stoppé tout de suite, ils étaient 500 000 sur les ronds-points. » Schraen n'a subi qu'un revers, la récente interdiction de la chasse à la glu, pratique au demeurant très marginale. Et c'est, dit-on, la présence dans les salons de l'Élysée d'un autre lobbyiste du secteur, Thierry Coste, « conseiller politique » de la Fédération nationale des chasseurs, qui aurait provoqué le départ de Nicolas Hulot du gouvernement en septembre 2018.

POUR RÉCONCILIER L'HOMME ET LA NATURE : EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

Dans le capitalisme, la quête du profit s'insère dans tous les pores de la société et corrompt tout. Laisser la gestion de la nature aux groupes privés qui en font le commerce et un outil d'enrichissement ne peut mener qu'à une catastrophe tant économique qu'écolo-

gique. L'évolution du secteur de la pêche, qui demeure au contraire de la chasse une activité économique réellement productive dont dépendent encore des dizaines de milliers d'emplois, l'a déjà amplement démontré. Des milliers de petits marins-pêcheurs ont cédé ces dernières décennies la place aux mastodontes des mers et autres bateaux-usines qui exploitent les trois quarts de la surface des océans et, de plus en plus, aux multinationales de la pisciculture. Et celle-ci n'a pris son essor qu'en raison de la disparition effective ou programmée de très nombreuses espèces due à la pêche intensive.

Concernant la chasse, la question n'est pas d'en être partisan ou adversaire, de même qu'il est stupide de se positionner, comme le font les porte-parole de l'écologie politique, en défenseurs de la nature en l'opposant aux activités humaines. Comme l'écrivait Engels, « nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger ». Et il ajoutait, en citant plusieurs exemples des conséquences désastreuses du mode de production capitaliste sur l'environnement : « Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature, elle se venge sur nous de chacune d'elles. » (*Dialectique de la nature*, 1883).

Le problème qui continue à se poser à l'humanité est de recouvrer pleinement le contrôle conscient de son développement, de la production, des échanges comme de son environnement dans toutes ses dimensions. Il ne peut être résolu qu'en transformant de fond en comble l'organisation sociale tout entière. Et cela ne sera possible que dans une société communiste, débarrassée de la propriété privée des moyens de production, dont la terre, et de la quête du profit.

20 octobre 2020

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,20 €.

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

Venezuela, Bolivie, Chili... L'Amérique latine dans la crise (n° 162, 10 janvier 2020)

Algérie : révolte contre le système politique et aspirations sociales (n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser (n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes (n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (n° 157, 17 novembre 2018)

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (N° 156, 19 octobre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national : www.lutte-ouvriere.org

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

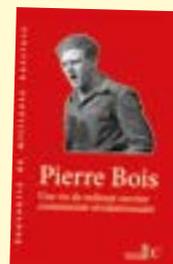


Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

A paraître

Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Pierre Bois
Jusqu'au 28 décembre 2020,
prix spécial de souscription : 9€
(au lieu de 15€, prix public)



Dernières parutions

Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914

de Alain Lecaie
Collection Éclairage n° 19
Prix public : 8,20 € TTC

Le grand flot

de Daniel Hénard
Prix public : 15 € TTC

Cours nouveau de Léon Trotsky
Prix public : 8 € TTC

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd Adresse: BP 62 5100 JAMBES – BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ – un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 http://www.the-spark.net



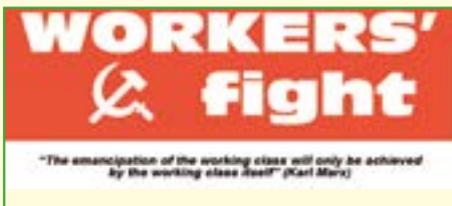
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France – DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE – CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



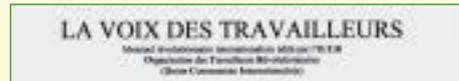
Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale BM ICLC – LONDON WC1N 3XX http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € – Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier – Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille – 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier – Louis Maugée BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO – ITALIA Abonnement 1 an: 12 € http://www.linternazionale.it – contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC – LONDON WC1N 3XX http://www.sinifmucadelesi.net